

CANADA

SENAT

MINI PROCES - VERBAUX ENUS

2<sup>E</sup> SESSION 30<sup>E</sup> PARLEMENT

1976 - 77

NOS 1 - 12

12 OCTOBRE - 3 NOVEMBRE

1976

Br. B  
J  
103  
H43  
1976/77  
no.1-12

*BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT*

J

103

H43

1976/77

no P-12

Canada. Parlement.  
Sénat.  
Procès-verbaux.

	NAME — NOM

J

103

H43

1976/77

no 1-12





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-verbaux du Sénat

N° 1

Le mardi 12 octobre 1976

Le Sénat se réunit aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi, pour la deuxième session de la trentième Législature du Canada, convoquée par proclamation.

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Austin,	Côté,	Godfrey,	Lefrançois,	Phillips,
Barrow,	Cottreau,	Goldenberg,	Lucier,	Quart,
Beaubien,	Croll,	Graham,	Macdonald,	Riley,
Bélisle,	Davey,	Greene,	Manning,	Robichaud,
Benidickson,	Denis,	Hayden,	McElman,	Rowe,
Bonnell,	Deschatelets,	Hays,	McIlraith,	Smith
Bourget,	Desruisseaux,	Hicks,	McNamara,	(Colchester),
Buckwold,	Eudes,	Inman,	Molgat,	Smith
Cameron,	Flynn,	Lafond,	Molson,	(Queens-
Carter,	Forsey,	Laird,	Neiman,	Shelburne),
Choquette,	Fournier	Lamontagne,	Norrie,	Sparrow,
Connolly	(de Lanaudière),	Lang,	Paterson,	Stanbury,
(Ottawa-	Fournier	Langlois,	Perrault,	Thompson,
Quest),	(Madawaska-	Lapointe,	Petten,	Williams,
Cook,	Restigouche),			Zyzyk.
	Fournier			
	(Restigouche-			
	Gloucester),			

## PRIÈRE.

L'honorable Président informe le Sénat qu'elle a reçu une communication du Chef du Cabinet du Gouverneur général.

L'honorable Président donne alors lecture de la communication comme suit:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL  
OTTAWA

le 12 octobre 1976

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale du Palais du Parlement à treize heures quarante de l'après-midi aujourd'hui, le 12 octobre 1976, et que lorsqu'on aura avisé le Gouverneur général que tout est prêt, il se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir officiellement la seconde session du trentième Parlement du Canada.

Veillez agréer,  
Madame le Président,  
l'assurance de ma haute considération.

*Le Chef du Cabinet du Gouverneur général,*  
**ESMOND BUTLER**

L'honorable,  
Le Président du Sénat,  
Ottawa.

Ordonné: Que la communication soit déposée sur le bureau.

L'honorable Président demande si le Sénat doit maintenant s'ajourner à loisir pour attendre l'arrivée de Son Excellence le Gouverneur général.

Adopté.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général arrive et prend place sur le Trône—

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que—

«C'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.»

Les Communes étant arrivées,

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant aux deux Chambres du Parlement:

*Honorables Membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à la deuxième session de la trentième Législature du Canada.

Je suis fier aujourd'hui de reprendre le dialogue avec vous après une absence due à une attaque que j'ai subie, attaque qui m'a rayé des cadres de la vie communautaire pour quelque temps.

Maintenant, je comprends mieux la fragilité humaine, mais aussi les grandes ressources de dévouement des personnes qui nous aiment et aussi les grandes ressources de la volonté humaine axée sur le désir de vivre.

Je profite de l'occasion pour remercier tous mes concitoyens pour les vœux de bonne santé qu'ils m'ont témoignés, et ceux qui ont prié pour moi.

Dans mes parcours, soit en voyage à travers le Canada ou en faisant le tour de ma chambre, j'ai assisté, entre autres cette année, à Vancouver, à la Conférence des Nations Unies sur l'Habitat, et j'ai vu, à Montréal, le spectacle des Jeux olympiques.

Le monde entier est venu chez nous pour ces manifestations, et le contraste m'a frappé entre, d'une part, les Canadiens qui parfois se livrent à une morbidité contagieuse et, d'autre part, les étrangers venus ici, qui parlent du Canada comme d'un pays comblé.

A l'occasion des Jeux olympiques, la reine et sa famille sont venues au Québec et en Ontario après une visite de Sa Majesté et du prince Philip en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. On leur a réservé partout un accueil chaleureux.

Sa Majesté célébrera l'an prochain le vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône. Elle viendra passer quelques jours à Ottawa pour fêter l'événement avec nous et pour commémorer aussi le vingt-cinquième anniversaire de la nomination du premier Gouverneur général canadien au Canada, ainsi que le dixième anniversaire de fondation de l'Ordre du Canada. Ce sera la septième fois en dix ans que la reine visitera notre pays.

Comme nous nous réunissons en ce lieu historique au lendemain du jour d'actions de grâces, il convient de nous arrêter un instant et de témoigner de notre reconnaissance pour la remarquable liberté dont nous autres, Canadiens, jouissons et pour les ressources humaines et naturelles qui permettent à notre pays d'occuper une position tellement privilégiée parmi les nations.

Grâce aux solides assises de son économie et à l'esprit de solidarité de la majorité des Canadiens, sources de l'efficacité

du programme anti-inflationniste, le Canada a de meilleures raisons d'être confiant et optimiste que presque tous les autres États. En effet, nos réserves de ressources naturelles, notre potentiel de production alimentaire et la compétence de notre main-d'œuvre, à tous les niveaux, ouvrent au Canada des perspectives de croissance comme bien peu d'autres pays industrialisés en ont. La réalité fondamentale qui guidera vos délibérations, c'est donc que le Canada est au seuil d'une décennie pleine de promesses.

Mais ce qui, par-dessus tout, soutient notre progression vers ces objectifs que nous visons tous et qui s'appellent: unité nationale, égalité des chances, garantie accrue des droits individuels, c'est notre force, c'est notre confiance en nous-mêmes.

### I—L'unité nationale

Afin d'entretenir parmi les Canadiens le degré d'unité sans lequel nous ne saurions véritablement être libres, sans lequel nous ne pouvons former une nation véritable, ni espérer atteindre nos objectifs communs, le Gouvernement accordera une très haute priorité à l'instauration d'un meilleur climat de compréhension entre Canadiens de langue française et Canadiens de langue anglaise, ainsi qu'à la réalisation de l'indépendance constitutionnelle formelle du pays.

Depuis 1968, notre politique des langues officielles, qu'appliquent tous les partis représentés au Parlement, se fonde sur le principe de l'égalité et sur le droit des Canadiens de parler à leur gré l'anglais ou le français. De cette politique, il s'ensuit nécessairement, comme l'a reconnu le Parlement, que l'administration fédérale offre ses services dans nos deux langues officielles, dans la capitale nationale et partout où la demande le justifie.

Il s'agit là d'une politique de justice et de bon sens envers tous ceux de nos concitoyens qui parlent l'une des deux langues officielles du Canada; et le Gouvernement estime qu'elle doit être poursuivie dans l'intérêt de l'équité et de l'unité nationale.

Le Canada présente une grande diversité d'aspects. Son unité ne peut reposer que sur la reconnaissance de cette diversité; on ne saurait absolument pas l'établir en cherchant à imposer une stricte uniformité. En matière de langue et de culture, il importe de reconnaître leur personnalité aux différentes régions sans s'écarter des principes de justice et de générosité qui doivent s'appliquer partout.

Le Gouvernement a créé des programmes pour donner corps à la politique des langues officielles. Certaines mesures se sont avérées efficaces et seront maintenues. D'autres qui n'ont pas eu autant de succès, seront modifiées.

Les griefs des fonctionnaires transmis par le Commissaire aux langues officielles continueront d'être examinés, conformément à l'engagement que le Gouvernement a pris d'appliquer avec toute l'équité et l'efficacité possibles la politique des langues officielles.

Le Gouvernement est toujours décidé à accentuer le bilinguisme de la fonction publique. Cependant, il croit qu'il conviendrait de mieux équilibrer les crédits affectés à la diffusion du bilinguisme dans la fonction publique et les sommes dépensées pour que plus de Canadiens, des jeunes surtout, puissent s'exprimer dans les deux langues officielles. Le Gouvernement est persuadé que la grande majorité des Canadiens est bien résolue à raffermir les liens qui les unissent à leurs concitoyens qui parlent l'autre langue officielle, ou qui appartiennent à l'une des nombreuses cultures du pays.

Il semble que les Canadiens tiennent particulièrement à ce que leurs enfants aient les meilleures chances possibles de comprendre leurs compatriotes de l'autre groupe linguistique. Et c'est pourquoi le Gouvernement a l'intention de voir avec les provinces comment on pourrait améliorer l'enseignement des deux langues officielles dans toutes les écoles du Canada.

Le Gouvernement entend de plus augmenter le nombre des programmes qui aident les jeunes des diverses régions à mieux se connaître les uns les autres.

### II—Égalité des chances

Certes, l'unité nationale suppose chez tous les Canadiens la conviction qu'ils ont tous la même possibilité de se réaliser pleinement sur le plan culturel; il est néanmoins tout aussi vital pour l'unité que nous jouissons tous de chances égales d'épanouissement, individuel et régional, sur le plan économique.

Pour que le potentiel économique du Canada se traduise en croissance réelle et en véritable égalité des chances, il faut que nous sachions reconnaître les obstacles qui nous gênent et que nous voulions ensemble les surmonter.

Parmi ces obstacles, le principal est l'inflation, force destructrice qui, nous le savons tous, peut, une fois libérée, enlever aux travailleurs leur emploi et leur revenu, aux personnes âgées, la valeur de leurs économies, briser les rêves de familles entières, ralentir l'influx de capital indispensable à la croissance industrielle et compromettre la lutte à la pauvreté et aux inégalités.

Le freinage de l'inflation et la création d'emplois beaucoup plus nombreux pour les Canadiens continueront de compter parmi les grands objectifs prioritaires du Gouvernement.

Le Gouvernement poursuivra la politique d'austérité fiscale indispensable à la réalisation de ce double objectif. La maîtrise de l'inflation restera la clé de notre stabilité économique, même au terme du programme anti-inflationniste. A cet effet, une rigoureuse austérité fiscale et monétaire s'impose.

Le Gouvernement demeure résolu à réduire l'expansion de la fonction publique. Avant 1975-76, durant dix ans, les années/hommes autorisées au sein de la fonction publique augmentaient annuellement à un taux moyen de 4 pour cent. Cette année l'augmentation a été abaissée à 1.5 pour cent, ce qui a entraîné des compressions dans vingt-sept ministères et

organismes. Le Gouvernement réduira encore le taux d'expansion à moins d'un pour cent au cours de la prochaine année financière.

Dans un effort renouvelé pour diminuer la taille de l'administration gouvernementale et étendre le champ de l'entreprise privée, tous les programmes fédéraux seront réexaminés afin de voir lesquels d'entre eux pourraient passer au secteur privé sans nuire à la qualité des services au public.

Quant au rendement économique du pays, il dépendra beaucoup de l'état du marché international; aussi, le Canada cherchera-t-il à améliorer sensiblement sa situation par des négociations commerciales multilatérales et d'autres initiatives visant à stimuler le commerce. Pour accroître la capacité concurrentielle de l'industrie privée sur le marché international, le Gouvernement remaniera en profondeur ses programmes d'aide industrielle.

Pour le Gouvernement, l'apport des petites entreprises au bien-être socio-économique des Canadiens est très précieux. Les petites entreprises gérées par leurs propriétaires sont la principale source d'emploi dans nos villes et nos villages. Elles produisent les biens et services essentiels aux consommateurs et aux autres firmes, elles manifestent l'imagination et l'initiative nécessaires à la réussite de toute entreprise. Bien plus, les petites entreprises et ceux qui les possèdent, les dirigent et y travaillent sont, du point de vue économique, la force vive d'innombrables collectivités canadiennes.

Le Gouvernement présentera des mesures pour faciliter à la petite entreprise l'accès à l'aide financière et aux autres services qu'assurent les ministères, la Banque fédérale de développement et les institutions financières du secteur privé.

Pour répondre aux préoccupations de nombreux hommes d'affaires canadiens, le Gouvernement équilibrera mieux son besoin de données économiques et le fardeau que cela représente pour les petites entreprises. On réduira considérablement le nombre des sociétés tenues de remettre des rapports statistiques à l'administration. Les firmes plus importantes, qui seront encore obligées de communiquer ces renseignements à intervalles réguliers, pourront le faire sur des formules plus simples et moins nombreuses.

Parallèlement, pour améliorer la situation de l'emploi, il faudra accroître l'efficacité du marché du travail et tout mettre en œuvre pour hâter le retour des chômeurs à l'effort productif. La dignité humaine suppose un revenu convenable. Le Gouvernement est sûr que la plupart des Canadiens sans emploi préféreraient de loin vivre d'un travail utile que de l'assistance publique. C'est un but qui, dans certains cas et en certains lieux, ne peut être atteint que par une intervention directe des pouvoirs publics.

Il vous sera donc demandé d'approuver un programme global et permanent de création directe d'emplois au bénéfice spécial des régions qu'éprouve un chômage chronique élevé. D'autres programmes garantiront de meilleures perspectives

d'emploi à la jeunesse et mettront à sa disposition des services améliorés d'orientation professionnelle.

Ce faisant, le Gouvernement n'entend pas concurrencer le secteur privé sur le marché du travail, mais bien créer des emplois là où il peut apporter un supplément nécessaire à l'activité des entreprises.

Vous serez invités à modifier la Loi sur l'assurance-chômage de façon à pouvoir affecter une partie de ses fonds au maintien du revenu des travailleurs en recyclage et aider les employeurs qui gardent à leur emploi des salariés menacés de licenciement temporaire.

Pour faciliter ces améliorations, le Gouvernement propose de regrouper les services de la Commission d'assurance-chômage et du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, de sorte que les Canadiens puissent obtenir en un même bureau les services d'aide à l'emploi.

Il vous sera demandé d'étudier certains amendements à la Loi sur l'immigration qui ont pour but d'aider à la réalisation de nos objectifs d'expansion régionale et d'aménagement rural, de favoriser l'unité familiale, d'harmoniser le flux d'immigration et les possibilités d'emploi et de conserver au Canada sa réputation de société ouverte, tolérante et qui accueille volontiers les originalités culturelles les plus diverses.

L'amélioration des relations entre le patronat et les salariés constitue un préalable crucial à un retour à la stabilité économique. Mais tout en continuant de voir dans la négociation collective l'un des meilleurs moyens dont on dispose en démocratie pour assurer des salaires équitables, le Gouvernement et les Canadiens en général ne laissent pas d'être profondément troublés par la baisse de productivité et l'aggravation des tensions sociales, si souvent attribuables aux carences du système.

On ne résoudra rien en limitant excessivement le droit de négociation collective, il faudrait plutôt élaborer de meilleurs mécanismes de règlement, en les fondant sur la collaboration bien plus que sur l'antagonisme.

Le Gouvernement se propose donc, de concert avec les provinces ainsi qu'avec les milieux syndicaux et patronaux, de travailler à l'amélioration des relations patronales-ouvrières.

On compte établir un centre d'information sur les négociations collectives où les parties pourront se procurer des données objectives sur l'économie et la rémunération. On se propose aussi d'encourager les ouvriers de chaque usine à s'intéresser de plus près aux décisions touchant leurs conditions de travail, d'élargir les programmes d'éducation de la main-d'œuvre, de mettre au point un code volontaire de pratiques équitables et de créer un organisme national destiné à améliorer la qualité de la vie au travail.

On fondera en outre un centre d'hygiène et de sécurité industrielles, dont la mission sera d'aider les entreprises et les

travailleurs à déceler les risques professionnels et à les éliminer.

Le Gouvernement collaborera étroitement avec ses propres employés des divers ministères et sociétés de la Couronne à améliorer, par de nouvelles méthodes de coopération, l'hygiène et la sécurité. Il compte utiliser ses propres services pour mettre à l'épreuve de nouvelles façons d'améliorer les conditions de travail et les relations patronales-ouvrières.

Des mesures seront avancées pour améliorer la négociation collective dans la fonction publique, en réduire le caractère antagoniste et assurer un rapport équitable entre la rémunération de la fonction publique et celle du secteur privé.

Le Gouvernement entend favoriser la liberté et l'efficacité du marché, confirmant ainsi le rôle vital de ce système dans la répartition des ressources nationales selon les besoins.

D'importantes révisions de la législation en faveur de la concurrence vous seront présentées. Car aussi bien, le Gouvernement est résolu à poursuivre, en l'accentuant, la politique traditionnelle du Canada, qui est de faire de l'initiative privée le ressort de l'activité économique.

Le second volet de la réforme de la politique de concurrence s'articulera autour du renforcement des lois qui régissent les fusions et les monopoles, renforcement qui nous permettra d'assurer à notre économie une efficacité et un dynamisme accrus; il faut que notre économie récompense l'imagination et l'esprit d'initiative; qu'elle laisse les prix se fixer au gré des forces du marché tout en le protégeant des concentrations abusives. Plus la concurrence joue librement sur le marché, moins les gouvernements ont besoin d'intervenir.

D'autre part, là où la concurrence ne joue pas assez, l'État doit intervenir dans l'intérêt général. Aussi amendera-t-on la Loi nationale sur les transports pour mettre le public à l'abri des tarifs abusifs.

Les Canadiens sont de plus en plus sensibles à la nécessité d'une meilleure gestion des grandes ressources énergétiques du pays, notamment le pétrole et le gaz naturel. Le Gouvernement mettra donc davantage l'accent sur la recherche et l'exploitation de sources d'énergie renouvelables et sur les moyens de mieux les utiliser, en particulier les combustibles domestiques et commerciaux.

Pour favoriser la mise en valeur consciencieuse de nos ressources naturelles, le Gouvernement entend présenter des mesures de réglementation de la prospection et de l'exploitation des terres fédérales.

Dans le dessein de conserver les ressources alimentaires de la mer et d'améliorer la situation des pêcheurs, le Gouvernement portera avant le 1<sup>er</sup> janvier la limite des eaux canadiennes à deux cents milles des côtes.

Autre aspect de sa politique alimentaire, le Gouvernement prévoit des mesures pour allonger la liste des produits agricoles engrangés et ayant droit à paiement par anticipation. De

concert avec les provinces et les associations agricoles, le Gouvernement tâchera de renforcer la structure de l'agriculture canadienne et d'accroître sa productivité.

Dans le domaine des services sociaux, trois ans de discussions approfondies entre les autorités fédérales et provinciales ont abouti à une nouvelle formule de partage des frais qui a aussi contribué à assouplir les programmes de services sociaux. Le Parlement sera par conséquent appelé à examiner une nouvelle loi qui améliorera sensiblement l'efficacité des programmes à frais partagés et, surtout ceux qui intéressent les personnes âgées, les enfants et les handicapés.

Face au besoin général de pouponnières et de garderies, le Gouvernement entend faciliter la mise en place des infrastructures indispensables en encourageant les gouvernements provinciaux à fixer une nouvelle tarification, variable en fonction du revenu des parents. Beaucoup plus de mères canadiennes seront, par exemple, en mesure de travailler à l'extérieur de leur foyer puisqu'il y aura un plus grand nombre de garderies subventionnées.

Il vous sera demandé d'étudier des amendements au Régime de pensions du Canada afin de mieux reconnaître la valeur de la contribution apportée à la famille et à la société par les conjoints, lorsque l'un d'eux reste à la maison pour s'occuper des enfants pendant que l'autre travaille à l'extérieur, ou lorsqu'il y a un divorce ou séparation de corps.

Le 1<sup>er</sup> janvier, les allocations familiales seront indexées de nouveau en regard de l'augmentation du coût de la vie en 1976.

En ce qui concerne l'assurance-maladie, l'assurance-hospitalisation et l'enseignement, postsecondaire, les négociations se poursuivront avec les provinces au sujet de l'adoption graduelle de nouveaux arrangements financiers et administratifs. Cela permettrait aux provinces de mieux dispenser ces services tout en rencontrant le désir du Gouvernement fédéral de collaborer avec elles pour modérer l'augmentation des frais des programmes de santé et de sécurité sociale.

Un bon choix de logements à prix raisonnable, dans un environnement agréable, importe également au bien-être des Canadiens. Aussi la construction d'un million d'unités en quatre ans demeure-t-elle un élément clé de la politique d'habitation du Gouvernement. De concert avec les autres paliers de gouvernement et le secteur privé, le Gouvernement travaillera à accroître l'efficacité de l'effort global du Canada en ce sens.

Le Gouvernement entend toujours faire droit aux aspirations des autochtones du Canada. Il attache une importance particulière à un juste règlement de leurs revendications territoriales. Durant la présente session, vous serez invités à approuver le règlement négocié des réclamations concernant la région de la baie James.

A la suite du remarquable succès des Jeux olympiques de Montréal et des performances extrêmement encourageantes

des athlètes canadiens, l'aide fédérale aux programmes de santé, à certains sports amateurs et au conditionnement physique sera encore augmentée.

Cette année, la Commission canadienne de réforme du droit a présenté un rapport sur le droit familial qui mérite l'attention de tous les Canadiens. Le Gouvernement a l'intention de mener des discussions avec les provinces dans le dessein d'encourager la création de cours familiales intégrées, ayant complète juridiction en matière de droit de la famille, de sorte que les causes pourront être entendues de manière plus positive. Le Gouvernement discutera en outre avec les provinces et le public d'autres aspects du droit de la famille portant sur la stabilité des mariages, la protection des enfants et le partage équitable des conséquences financières des divorces et des séparations de corps.

Nos concitoyens sont de plus en plus sensibles au fait que la nation canadienne ne saurait vivre dans la dignité pendant que d'autres peuples, habitant des pays moins fortunés, vivent dans le dénuement et le désespoir.

Il n'est pas dans l'intérêt économique, politique ou moral du Canada de laisser s'élargir le fossé entre la richesse de quelques-uns et la pauvreté du grand nombre. C'est pourquoi, le Gouvernement continuera de participer à l'édification d'un nouvel ordre économique mondial de nature à ranimer l'espoir de nations qui ne demandent qu'à s'aider elles-mêmes.

Le monde est aujourd'hui aux prises avec de nombreux problèmes d'une complexité et d'une ampleur telles que nulle nation, ou nul groupe de nations, ne peut espérer y apporter des solutions particulières. Seules les solutions globales sont possibles.

C'est pour cette raison précise que le Canada oriente de plus en plus son action internationale dans le sens d'une coopération élargie. L'habitat, le droit de la mer, la protection de l'environnement, la production alimentaire, l'exploitation des ressources, le terrorisme, la démographie, le contrôle des armements nucléaires, l'expansion économique, voilà autant de domaines qui exigent le partage des responsabilités et l'engagement universel.

### III—Les droits de l'individu

Dans la ligne d'action du Gouvernement en vue d'accroître la solidarité et l'égalité des chances à l'échelle mondiale comme à l'échelle nationale, il est évident que ce double objectif appelle un profond respect des droits de l'individu, en particulier du droit de tout homme ou toute femme libre d'exercer une influence réelle sur les décisions concernant son propre avenir.

A une époque où les affaires publiques deviennent de plus en plus complexes, il importe au plus haut point, de faire ressortir le droit du citoyen d'accéder à l'information qui lui est indis-

pensable pour porter des jugements éclairés et agir en connaissance de cause.

C'est pourquoi le Gouvernement attache tant d'importance aux travaux du comité parlementaire mixte sur la liberté d'accès à l'information. Il se propose de soumettre à ce comité un énoncé de principes dans l'espoir qu'on s'accordera bientôt sur la meilleure façon d'améliorer l'accès du public aux documents officiels. Dans l'intervalle, le Gouvernement augmentera le nombre et élargira l'éventail des documents internes mis à la disposition du public.

A cette même fin, il vous sera demandé d'étudier un projet de loi définissant plus précisément les fonctions et responsabilités de l'auditeur général du Canada et de fournir à ce serviteur du Parlement les moyens de mieux accomplir sa mission.

En outre, afin de supprimer les obstacles à l'information et à l'égalité des chances, le Gouvernement déposera un projet de loi sur les droits de l'homme. Ce projet de loi aura pour principal effet d'interdire toute distinction injuste fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique, la religion, l'âge, le sexe, l'état civil, les infirmités ou les dossiers judiciaires effacés. Il instituera notamment le principe du droit au traitement égal pour travail égal sans distinction de sexe. Il écrira dans la loi le droit du citoyen à accéder plus facilement à ses dossiers personnels stockés dans les banques fédérales de données, ainsi qu'à faire corriger toute erreur. Il limitera en outre la compilation par l'État de renseignements d'ordre personnel.

Le degré d'information des citoyens sur les affaires du Parlement est un sujet de préoccupation pour le Gouvernement et pour tous les parlementaires. Le Gouvernement désire que le plus grand nombre de Canadiens possible soient au fait des travaux du Parlement. Il vous demandera donc d'autoriser la télédiffusion des débats de la Chambre des communes.

### IV—Le rôle de l'État

Il est essentiel au raffermissement de l'unité nationale, à la cause de l'égalité des chances et des droits de l'individu, que les Canadiens œuvrent tous ensemble dans un esprit de coopération et de respect mutuel. C'est pourquoi il importe que tous aient une idée très précise de ce qu'on attend d'eux dans la poursuite des objectifs nationaux.

Il convient donc de définir le rôle de l'État dans la planification économique et sociale et l'action qui en découle. D'aucuns ne reconnaissent à l'État qu'un rôle très limité. A leur sens, l'économie de marché garantit au mieux la répartition efficace des ressources nécessaires à la production et à la croissance, réduit au minimum le gaspillage et favorise au maximum la liberté et l'initiative individuelles.

A ces vues s'opposent vigoureusement ceux qui préconisent une intervention de plus en plus prononcée de l'État dans

l'orientation de la croissance économique, dans la compensation des insuffisances de la libre entreprise et dans la répartition des revenus en fonction de critères socialement acceptables. Selon cette école de pensée, les dépenses publiques et l'intervention de l'État doivent augmenter de façon à combler à cet égard les lacunes de l'économie de marché.

Entre ces deux extrêmes, le Gouvernement opte pour le juste milieu.

Cette option intermédiaire envisage une société au sein de laquelle tous les Canadiens puissent s'épanouir pleinement, une société où la justice, la bonté, la tolérance et l'ouverture d'esprit fonderont un Canada fort et uni, une société qui repose sur l'initiative individuelle et la liberté personnelle. Choisir le juste milieu suppose qu'on se fie au système de marché pour stimuler la croissance dont le Canada a besoin et qu'en même temps, on continue de se préoccuper de la justice sociale et de l'égalité des chances. D'autre part, un tel choix suppose aussi qu'il faille améliorer le fonctionnement du marché et trouver une façon moins coûteuse et moins interventionniste de poursuivre les objectifs sociaux.

Ces vues ont inspiré le programme législatif du Gouvernement pour les prochains mois, et ce sont elles qui détermineront les lignes de conduite à suivre après le programme anti-inflationniste.

De toute évidence, la mise au point d'une action propre à notre époque exige la plus étroite collaboration entre les pouvoirs publics, les travailleurs, les hommes d'affaires, les associations bénévoles et coopératives et tous les autres groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement lancera une série d'importantes consultations à travers le Canada, dans le dessein d'assurer un partage plus équitable des responsabilités économiques et sociales.

Dans ce contexte, la consultation ne se borne pas à la communication au public des décisions gouvernementales, ni à une quête d'opinions pour la forme. Elle servira au Gouvernement à exposer aux intéressés son évaluation des principaux problèmes que nous devons régler ensemble et sa conception des solutions possibles.

Le Parlement et, bien entendu, les gouvernements provinciaux et municipaux, auront un rôle vital à jouer. Aussi, les provinces seront-elles priées de consulter au plus tôt le Gouvernement fédéral sur le renouvellement des accords relatifs au programme anti-inflationniste et, le moment venu, sur la façon de mettre fin à la réglementation des prix et des salaires.

Le Gouvernement est sûr que le Canada saura réaliser les splendides promesses de la prochaine décennie, parce que les Canadiens de toutes les couches sociales regardent vers l'avenir et veulent manifestement profiter de tous leurs atouts. Le Canada continuera de progresser dans la voie de l'unité nationale et dans la fidélité aux idéaux de l'égalité des chances et de la garantie des libertés individuelles, parce que son peuple a le

courage d'affronter les obstacles, la volonté de prendre en main son destin et la sagesse de reconnaître que l'unité est la clé de l'efficacité.

Vous serez invités à étudier d'autres mesures législatives.

*Membres de la Chambre des communes,*

Le Gouvernement se propose de présenter un budget au cours de cette session.

Vous serez priés de voter les fonds requis pour les services et les paiements autorisés par le Parlement.

*Honorables membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

Puisse la Divine Providence vous guider dans vos délibérations.

Les Communes se retirent.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Langlois présente au Sénat un Bill S-1, intitulé: «Loi concernant les chemins de fer».

Le Bil est lu pour la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'elle a en main une copie du discours de son Excellence le Gouverneur général.

L'honorable Président en donne lecture.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Hayden,

Que le discours du Trône que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé aujourd'hui devant les deux Chambres du Parlement, soit mis à l'étude à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Flynn, C.P.,

Que tous les sénateurs présents durant cette session forment un comité pour étudier les us et coutumes du Sénat et les privilèges du Parlement, et qu'il soit permis audit comité de se réunir dans la Chambre du Sénat selon qu'il le jugera nécessaire.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Flynn, C. P.,

Que, conformément à l'article 66 du Règlement, les sénateurs suivants, savoir: les honorables sénateurs Bourget, Choquette, Denis, Flynn, Grosart, Inman, Langlois, Macdonald, Perrault, Petten et Quart, forment un Comité de sélection chargé de désigner les sénateurs qui feront partie des divers comités permanents pendant la présente session. Le Comité de sélection devra faire rapport, avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs ainsi désignés.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Bourget, C.P.,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

# Ordre des travaux

Le mardi 12 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

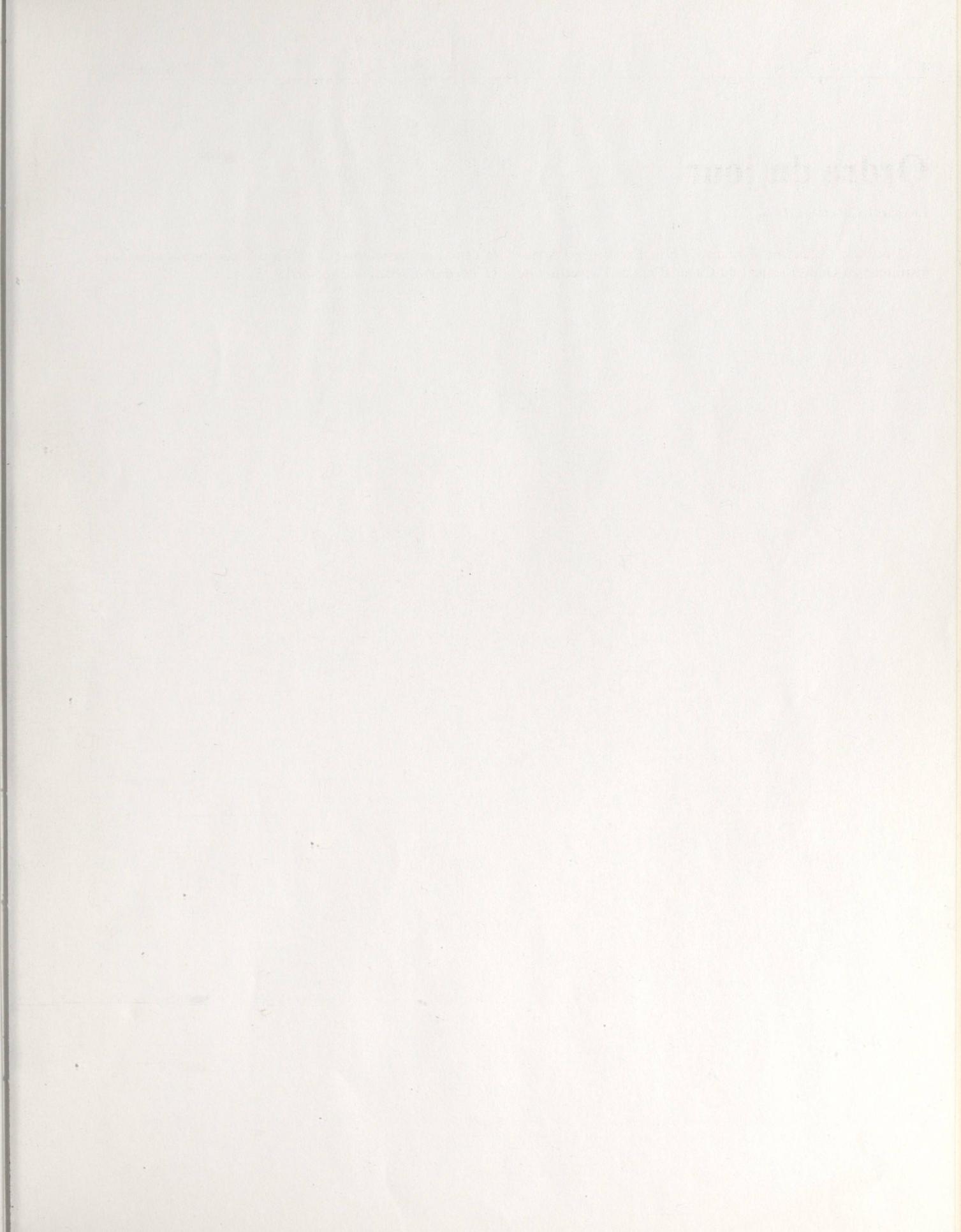
# Ordre du jour

Le mardi 12 octobre 1976

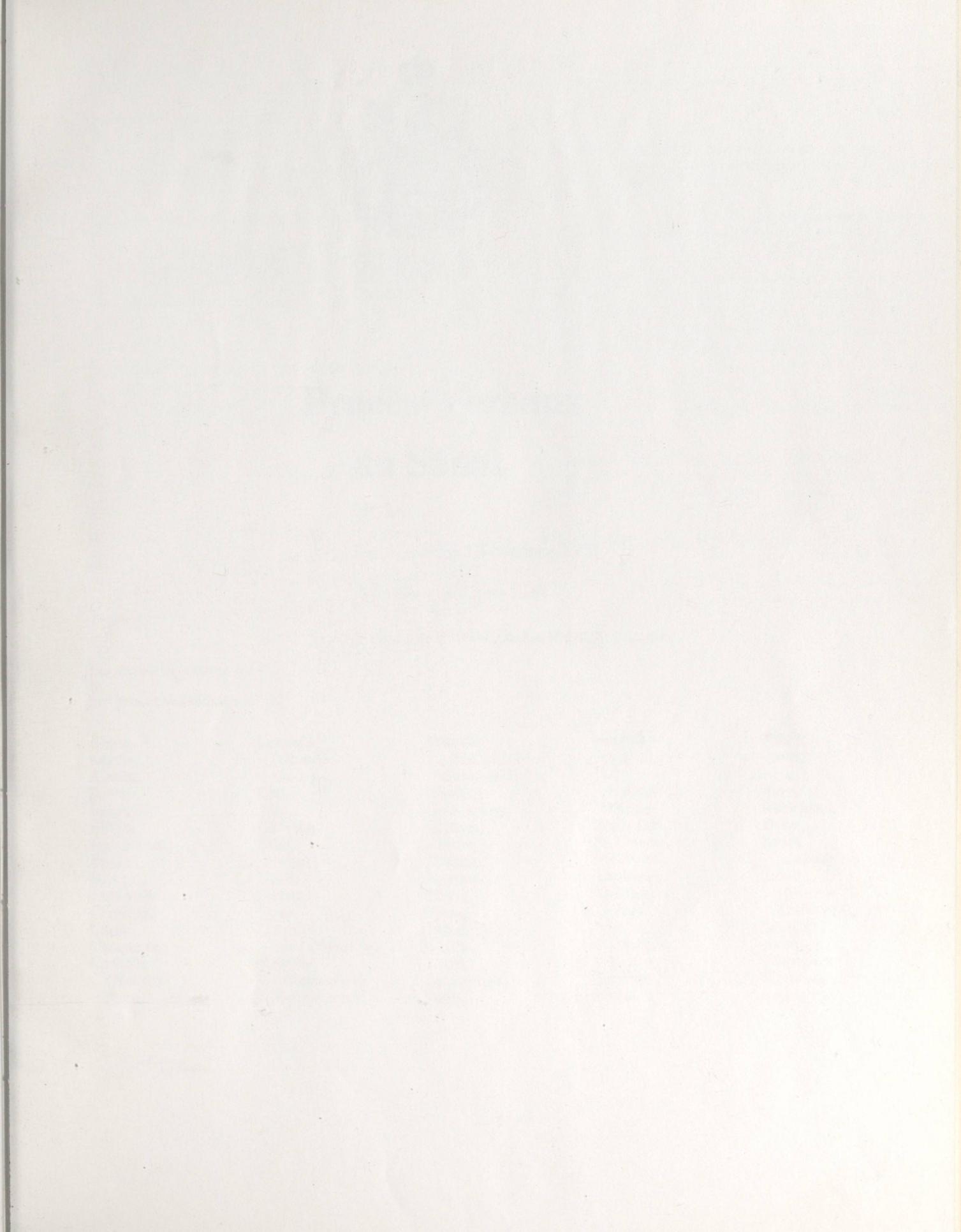
12 octobre—Étude du discours de Son Excellence l'Administrateur du Gouvernement du Canada lors de l'ouverture de

la deuxième session de la trentième Législature du Canada—  
(*L'honorable sénateur Langlois*).

Ordre des travaux  
1. Présentation des motions  
2. Lectures des pétitions  
3. Rapports des comités  
4. Avis d'interpellation  
5. Avis de motions  
6. Période de questions  
7. Ordre du jour  
8. Interpellations  
9. Motions











25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 2

Le mercredi 13 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

Argue,	Connolly	Fournier	Langlois,	Phelan,
Asselin,	(Ottawa- Ouest),	(Westonche- Gloucester),	Lapointe,	Quart,
Austin,	Cook,	Godfrey,	Lucier,	Rick,
Barrow,	Côté,	Goldberg,	Macdonald,	Riley,
Beauchemin,	Côté,	Grabiner,	Manning,	Robichaud,
Allaire,	Côté,	Green,	McDonald,	Rowe,
Bergeron,	Croft,	Hastings,	McElman,	Smith
Bérubé,	Davey,	Hayden,	McGrand,	(Cochester),
Bourget,	Denis,	Hays,	McIlraith,	Smith
Buckwold,	Budes,	Hicks,	McNamara,	(Ottawa- Theberge),
Cameron,	Flynn,	Inman,	Molgat,	Spence,
Carter,	Fournier	Lalonde,	Nelson,	Steele,
Choquette,	(de Lanaudière),	Laur,	Nogre,	Thompson,
Connolly	Fournier	Lacombe,	Perrault,	Williams,
(Halifax- Nord),	(Montreal- Restigouche),	Lang,	Potter,	Yard,





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 2

Le mercredi 13 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Argue,  
Asselin,  
Austin,  
Barrow,  
Beaubien,  
Bélisle,  
Benidickson,  
Bonnell,  
Bourget,  
Buckwold,  
Cameron,  
Carter,  
Choquette,  
Connolly  
(Halifax-  
Nord),

Connolly  
(Ottawa-  
Ouest),  
Cook,  
Côté,  
Cottreau,  
Croll,  
Davey,  
Denis,  
Eudes,  
Flynn,  
Fournier  
(de Lanaudière),  
Fournier  
(Madawaska-  
Restigouche),

Fournier  
(Restigouche-  
Gloucester),  
Godfrey,  
Goldenberg,  
Graham,  
Greene,  
Hasting,  
Hayden,  
Hays,  
Hicks,  
Inman,  
Lafond,  
Laird,  
Lamontagne,  
Lang,

Langlois,  
Lapointe,  
Lucier,  
Macdonald,  
Manning,  
McDonald,  
McElman,  
McGrand,  
McIlraith,  
McNamara,  
Molgat,  
Molson,  
Neiman,  
Norrie,  
Perrault,  
Petten,

Phillips,  
Quart,  
Riel,  
Riley,  
Robichaud,  
Rowe,  
Smith  
(Colchester),  
Smith  
(Queens-  
Shelburne),  
Sparrow,  
Stanbury,  
Thompson,  
Williams,  
Yuzyk.

PRIÈRE.

Hommage est rendu à la mémoire de l'honorable sénateur Prowse, décédé le 28 septembre 1976.

Avec la permission du Sénat, L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Perrault, C.P.,

Que les délibérations à l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion tendant à l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé devant les deux Chambres du Parlement se terminent le huitième jour de séance où l'ordre aura été débattu.

Après débat, La motion, mise aux voix, est adoptée.

A la lecture de l'Ordre du jour pour l'étude du discours du Trône que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la deuxième session de la trentième Législature du Canada,

L'honorable sénateur Lucier propose, appuyé par l'honorable sénateur Barrow,

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Flynn, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Phillips  
Quar  
Riel  
Riley  
Robichaud  
Rowe  
Smith  
Smith  
Smith  
Queens  
Sheppard  
Spartow  
Standbury  
Thompson  
Williams  
Yusk

Langlois  
Lapointe  
Lucier  
Macdonald  
Manning  
McDonald  
McLennan  
McGrand  
McLennan  
McNamara  
Mojar  
Moison  
Neuman  
Porter  
Perrault  
Potton

Fournier  
(Arenberg)  
(Gloucester)  
Godfrey  
Goldenberg  
Graham  
Gross  
Hastings  
Hayden  
Hays  
Hicks  
Imman  
Lalonde  
Laird  
Larouche  
Lang

Connolly  
(Ottawa)  
(Ouellet)  
Cook  
Côté  
Côté  
Coff  
Dovey  
Drais  
Eudes  
Flynn  
Fournier  
(de Larouche)  
Fournier  
(Madawaska)  
(Rousselle)

Argue  
Aschlin  
Austin  
Barrow  
Beaudin  
Bellak  
Bendibson  
Bonnell  
Bourget  
Buckwald  
Cameron  
Garter  
Grogan  
Connolly  
(Hull)  
(Noy)

# Ordre des travaux

# Ordre du jour

Le jeudi 14 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Ryan, C.P.)

# Ordre du jour

Le jeudi 14 octobre 1976

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Flynn, C.P.).

A son Excellence le très honorable John Duggan, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Compagnon de l'Ordre du Mérite canadien, à qui a été décerné le Mérite canadien de l'Ordre du Mérite canadien.

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNORABLE COLÈGE

- 1. Présentation des pétitions.
- 2. Lecture des pétitions.
- 3. Rapports des comités.
- 4. Avis d'interpellations.
- 5. Avis de motions.
- 6. Période de questions.
- 7. Ordre de jour.
- 8. Interpellations.
- 9. Motions.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

**MEETINGS OF SENATE COMMITTEES**

Room	Committee	Hour





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 3

Le jeudi 14 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

Chambre des Sénateurs

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Argue	Cook	Fournier	Lamontagne	Petrush
Aselin	Côté	(Restigouche)	Lang	Talbot
Barrow	Coutreau	Gloucester	Langlois	Thériault
Bouchon	Croll	Godfrey	Lapointe	Riley
Bélisle	Davey	Goldenberg	Laché	Robichaud
Benidickson	Desjardins	Graham	Macdonald	Roy
Bennett	Dubé	Greene	McDonald	Saich
Bourget	Dumas	Hastings	McGrath	(Général)
Buckwald	Figueroa	Hébert	McNamara	Sauvé
Cameron	Fournier	Hays	Milgrom	Sudbury
Carr	(de l'Assemblée)	Hicks	Molson	Thériault
Chapuis	Fournier	Innes	Norman	Williams
Connolly	(Assemblée)	Lafont	Norcia	Yves
(Ontario-Québec)	(Assemblée)			





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 3

Le jeudi 14 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Argue,	Cook,	Fournier	Lamontagne,	Perrault,
Asselin,	Côté,	(Restigouche- Gloucester),	Lang,	Petten,
Barrow,	Cottreau,	Godfrey,	Langlois,	Phillips,
Beaubien,	Croll,	Goldenberg,	Lapointe,	Riley,
Bélisle,	Davey,	Graham,	Lucier,	Robichaud,
Benidickson,	Denis,	Greene,	Macdonald,	Rowe,
Bonnell,	Deschatelets,	Hastings,	McDonald,	Smith
Bourget,	Eudes,	Hayden,	McGrand,	(Queens- Shelburne),
Buckwold,	Flynn,	Hays,	McNamara,	Sparrow,
Cameron,	Fournier	Hicks,	Molton,	Stanbury,
Carter,	(de Lanaudière),	Inman,	Neiman,	Williams,
Choquette,	Fournier	Lafond,	Norrie,	Zuzyk.
Connolly	(Madawaska- Restigouche),			
(Ottawa-Ouest),				

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Copies d'Ordonnances du Directeur en vertu de la *Loi anti-inflation*, conformément à l'article 17(3) de ladite loi, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-1975-1976, concernant—

(1) Régime de rémunération entre le Conseil du Trésor et le groupe de ses employés connu sous le nom de Groupe de la navigation aérienne, représenté par l'Institut Professionnel du Service public. Ordonnance en date du 27 juillet 1976.

(2) Régime de rémunération entre *Atlantic Consolidated Foods Limited*, *Atlantic Sugar Division* et le groupe de ses employés représentés par de *Bakery and Confectionery Worker's International Union of America*, section 443. Ordonnance en date du 27 juillet 1976.

(3) Régime de rémunération entre *Western Grocers Limited*, *Winnipeg*, et le groupe de ses employés, représentés par *Retail, Wholesale and Department Store Union*, section 459. Ordonnance en date du 27 juillet 1976.

(4) Régime de rémunération entre le Conseil des écoles catholiques de Prescott-Russell et le groupe de son personnel cadre. Ordonnance en date du 9 août 1976.

(5) Régimes de rémunération entre: *City Motors (Nfld.) Ltd.*, *St. John's* (Terre-Neuve) et le groupe de ses employés représentés par *Transport and Allied Workers Union*, section 885; *Hickman Motors Ltd.*, Saint-Jean (Terre-Neuve) et le groupe de ses employés représentés par *Transport and Allied Workers Union*, section 855; *City Motors (Nfld.) Ltd.*, Gander (Terre-Neuve) et le groupe de ses employés représentés par *International Association of Machinists and Aerospace Workers*, section 544; *Hickman Motors Ltd.*, Gander (Terre-Neuve) et le groupe de ses employés représentés par *International Association of Machinists and Aerospace Workers*, section 544; et *City Motors (Nfld.) Ltd.*, Corner Brook (Terre-Neuve) et le groupe de ses employés représentés par *International Association of Machinists and Aerospace Workers*, section 544. Ordonnance en date du 12 août 1976.

(6) Régime de rémunération entre la *Liquor Control Commission of Manitoba* et le groupe de ses employés représentés par la *Manitoba Government Employees Association*. Ordonnance en date du 27 août 1976.

(7) Régime de rémunération entre le Conseil scolaire du comté de Lincoln, St. Catharines (Ontario) et le groupe de ses concierges et de ses employés d'entretien à plein temps, représentés par le Syndicat canadien de la Fonction publique, section 152 «A». Ordonnance en date du 2 septembre 1976.

(8) Régime de rémunération entre le Conseil scolaire du comté de Lincoln, St. Catharines (Ontario) et le groupe de ses nettoyeurs et employés de cafétéria à temps partiel, représenté

par le Syndicat canadien de la Fonction publique, section 152 «B». Ordonnance en date du 2 septembre 1976.

(9) Régime de rémunération entre la Corporation du Comté de Grey (Ontario) et le groupe de ses employés de voirie, représentés par le Syndicat canadien de la Fonction publique, section 1530. Ordonnance en date du 2 septembre 1976.

(10) Régime de rémunération entre la *Stanton Yellowknife Hospital*, Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest, et le groupe de son personnel infirmier composé d'infirmières diplômées et d'infirmières auxiliaires diplômées. Ordonnance en date du 7 septembre 1976.

(11) Régime de rémunération entre le Gouvernement du Canada (Conseil du Trésor) et le groupe de ses employés appelé Groupe des sciences biologiques de la Fonction publique fédérale du Canada, représenté par l'Institut professionnel du Service public. Ordonnance en date du 14 septembre 1976.

(12) Régime de rémunération entre le Gouvernement du Canada (Conseil du Trésor) et le groupe de ses employés appelé Groupe des sciences forestières de la Fonction publique fédérale du Canada, représenté par l'Institut professionnel du Service public du Canada. Ordonnance en date du 14 septembre 1976.

(13) Régime de rémunération entre les comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, tous trois situés dans la province de l'Ontario, et le groupe de ses employés de direction. Ordonnance en date du 17 septembre 1976.

(14) Régime de rémunération entre les comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, tous trois situés dans la province de l'Ontario, et le groupe de ses employés non syndiqués autre que le groupe de la direction. Ordonnance en date du 17 septembre 1976.

(15) Ordonnance dudit Directeur en date du 12 février 1976, dans l'affaire de la *Irving Pulp and Paper Limited* et le groupe de ses employés représentés par le Syndicat canadien des travailleurs du papier, section 30 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, section 1888. Ordonnance en date du 5 octobre 1976.

(16) Régime de rémunération de *Saint John Shipbuilding and Dry Dock Co. Ltd.*, et le groupe de ses employés représentés par *Industrial Union Marine & Shipbuilding Workers of Canada*, section 3, l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatial, F.A.T.-C.O.I.-C.T.C., section n° 482, la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, F.A.T.-C.O.I.-C.T.C., section 840, l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada, F.A.T.-C.O.I.-C.T.C., section 213 et la Fraternité internationale des ouvriers en électricité d'Amérique, section 2282. Ordonnance en date du 6 octobre 1976.

(17) Régime de rémunération entre la *Cyprus Anvil Mining Corporation* et le groupe de ses employés représentés par les

Métallurgistes unis d'Amérique, sections 1051 et 7745. Ordonnance en date du 7 octobre 1976.

Rapport sur l'application de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles*, pour l'année terminée le 31 décembre 1976, conformément à l'article 13 de ladite loi, chapitre F-3, S.R.C., 1970.

Rapport concernant l'administration de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, pour l'année terminée le 31 décembre 1975, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre S-10, S.R.C., 1970.

Copies du contrat entre le Gouvernement du Canada et *Lockheed Aircraft Corporation*, pour l'achat d'avions CP-140 (Aurora), en date du 21 juillet 1976.

#### 8. Interpellations

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Perrault, C.P.,

Que, lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi prochain le 19 octobre 1976, à huit heures du soir.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du

Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

#### QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Petten pour l'honorable sénateur Buckwold propose, appuyé par l'honorable sénateur McDonald, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.



CONVOCACTION DES COMITÉS

# Ordre des travaux

Comité

Ordre du jour

Le mardi 19 octobre 1976

Le mardi 19 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

13 octobre—Rapport du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Backwell)

# Ordre du jour

Le mardi 19 octobre 1976

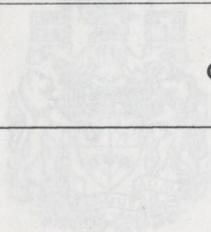
13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur Buckwold*).

Ordre des travaux

Le mardi 19 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

CONVOCAION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	 25 Elizabeth II A.D. 1976 Canada	

Procès-Verbaux  
du Sénat

N° 4

Le mardi, 19 octobre, 1976

*Par le moyen du son*

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

- |                 |           |               |            |                  |
|-----------------|-----------|---------------|------------|------------------|
| Auslin,         | Cutts,    | Fournier      | Lucier,    | Riel,            |
| Austin,         | Croil,    | (Restigouche, | Macdonald, | Eliu,            |
| Baker,          | Davey,    | Gloucester),  | Manning,   | Robichaud,       |
| Beaudry,        | Denis,    | Goldenberg,   | McDonald,  | Ross,            |
| Bélisle,        | Ducharme, | Griffin,      | McEwen,    | Rowe,            |
| Bell,           | François, | Hughes,       | McGrand,   | W. S. (Lalonde), |
| Bourgon,        | Gagné,    | Irwin,        | McNeil,    | Somers,          |
| Bray,           | Gosselin, | Jacobs,       | McNamara,  | Stewart,         |
| Bray,           | Graham,   | Kelly,        | McNeill,   | (McLachlan),     |
| Carroll,        | Harbour,  | Kelly,        | McPherson, | Sparrow,         |
| Carter,         | Jacobs,   | Kelly,        | McQuinn,   | Stanbury,        |
| Choquette,      | Jacobson, | Kelly,        | McQuinn,   | Thompson,        |
| Conroy,         | Keegstra, | Kelly,        | McQuinn,   | van Riezen,      |
| (Ottawa-Quest), | Keegstra, | Kelly,        | McQuinn,   | Walker,          |
| Cook,           | Keegstra, | Kelly,        | McQuinn,   | Williams,        |

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 4

Le mardi 19 octobre 1976

Huit heures du soir

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

- |              |               |               |            |               |
|--------------|---------------|---------------|------------|---------------|
| Asselin,     | Cottreau,     | Fournier      | Lucier,    | Riel,         |
| Austin,      | Croll,        | (Restigouche- | Macdonald, | Riley,        |
| Barrow,      | Davey,        | Gloucester),  | Manning,   | Robichaud,    |
| Beaubien,    | Denis,        | Goldenberg,   | McDonald,  | Rowe,         |
| Benidickson, | Deschatelets, | Graham,       | McElman,   | Smith         |
| Bonnell,     | Desruisseaux, | Hayden,       | McGrand,   | (Colchester), |
| Bourget,     | Eudes,        | Hicks,        | McIlraith, | Smith         |
| Buckwold,    | Everett,      | Inman,        | McNamara,  | (Queens-      |
| Burchill,    | Flynn,        | Lafond,       | Molson,    | Shelburne),   |
| Cameron,     | Forshey,      | Laird,        | Neiman,    | Sparrow,      |
| Carter,      | Fournier      | Lang,         | Norrie,    | Stanbury,     |
| Choquette,   | (Madawaska    | Langlois,     | Paterson,  | Thompson,     |
| Connolly     | Restigouche), | Lapointe,     | Perrault,  | van Roggen,   |
| (Ottawa-     |               | Lawson,       | Petten,    | Walker,       |
| Ouest),      |               | Lefrançois,   | Quart,     | Williams,     |
| Cook,        |               |               |            | Zuzyk.        |

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Petten dépose sur le bureau ce qui suit:

Rapport du Centre de recherches pour le développement international, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 22 de la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*, chapitre 21 (1<sup>er</sup> Supplément), S.R.C., 1970.

Rapport de Construction de Défense (1951) Limitée, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément aux articles 75(3) et 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

État détaillé des cautionnements enregistrés au bureau du Registraire général du Canada, pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 1974 au 12 octobre 1976, conformément à l'article 32 de la *Loi sur les fonctionnaires publics*, chapitre P-30, S.R.C., 1970.

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la *Loi sur les allocations familiales* pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 14 de ladite loi, chapitre F-1, S.R.C., 1970.

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 26 de ladite loi, chapitre O-6, S.R.C., 1970.

Relevé concernant la classification du passif-dépôts payable en monnaie canadienne des banques à charte du Canada au 30 avril 1976, conformément à l'article 119(1) de la *Loi sur les banques*, chapitre B-1, S.R.C., 1970.

Rapport de la Corporation du Centre national des Arts, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 17 de la *Loi sur le Centre national des Arts*, chapitre N-2, S.R.C., 1970.

Copies d'un document de travail intitulé: «La voie à suivre: un cadre de discussion», en date du mois d'octobre 1976, émis par le ministère des Finances.

Rapport de la Société de développement du Cap-Breton, ainsi que les états financiers et le rapport des vérificateurs pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 33 de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, chapitre C-13, S.R.C., 1970.

Rapport sur l'application de la *Loi sur les subventions au développement régional* pour le mois de juillet 1976, conformément à l'article 16 de ladite loi, chapitre R-3, S.R.C., 1970.

Comptes publics du Canada, Volume I, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 55(1) de

la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Copies d'un document intitulé: «Quelques données de base sur les pensions dans la Fonction publique», en date du 18 octobre 1976, émis par le Président du Conseil du Trésor.

Copies d'Ordonnances du Directeur en vertu de la *Loi anti-inflation*, conformément à l'article 17(3) de ladite loi, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-1975-1976, concernant le régime de rémunération entre la *Federated Co-Operatives Limited*, division Smith, et le groupe de ses employés rétribués à l'heure de sa division des produits forestiers en Alberta, représenté par le Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, section 1-207. Ordonnance en date du 12 octobre 1976.

Rapport de Statistique Canada pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 4(3) de la *Loi sur la statistique*, chapitre 15, Statuts du Canada, 1970-1971-1972.

Rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

## QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Hayden, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

# Ordre des travaux

Le mardi 20 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.



# Ordre des travaux

Le mercredi 20 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

Ordre du jour

Le mercredi 20 octobre 1976

13 octobre - Réponse du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lacroix appuyé par l'honorable sénateur Larocque tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session. — (L'honorable sénateur Lacroix)

# Ordre du jour

Le mercredi 20 octobre 1976

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur Langlois*).

# Ordre des travaux

Le mercredi 20 octobre 1976

1. Présentation des pétitions
2. Lecture des pétitions
3. Rapports des comités
4. Avis d'interpellations
5. Avis de motions
6. Période de questions
7. Ordre du jour
8. Interpellations
9. Motions

# Interpellation

Le mercredi 20 octobre 1976

Par l'honorable sénateur Everett:

19 octobre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi, 19 octobre 1976.

## Procès-Verbaux du Sénat

Le mercredi 20 octobre 1976

Par l'honorable sénateur

LE HONORABLE AENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Abel	Côté	Favre	Lapointe	Perron
Aspin	Cottreau	(présent)	Leprieux	Quint
Barron	Croll	Giguère	Lefrançois	Rid
Blais	Davey	Godfrey	Luder	Robit
Dalrymple	Dunlop	Goldberg	Martin	Roch
Field	Fournier	Harbour	Manning	Ross
Hoyak	Dumais	Hughes	McEwen	Scott
Jacobs	Émond	McLellan	McGee	(présent)
Kelly	Genest	McGee	McKenney	Smith
Kirkpatrick	Giguère	McNeil	McPherson	(présent)
Lalonde	Gravel	Martin	Nadon	(présent)
Lévesque	Hatch	Murray	Norman	Sparrow
Mack	Jacobs	(présent)	Payne	Stewart
McClure	(de Langlois)	Jacobs	Robit	Thompson
McLellan	Lévesque	Levesque	Scott	(présent)
McNair	(présent)	Lapointe	Stewart	(présent)
Martin	McClure	LaPointe	(présent)	(présent)
Martin	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
McNair	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
McPherson	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Nadon	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Norman	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Payne	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Robit	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Roch	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Scott	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
Smith	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
(présent)	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)
(présent)	(présent)	(présent)	(présent)	(présent)

En vente: Imprimé et édité: Approuvé pour la vente: Ottawa, Canada K1A 0S9

## CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure



25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 5

Le mercredi 20 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asselin,	Côté,	Fournier	Langlois,	Petten,
Austin,	Cottreau,	(Restigouche-	Lapointe,	Quart,
Barrow,	Croll,	Gloucester),	Lefrançois,	Riel,
Beaubien,	Davey,	Godfrey,	Lucier,	Riley,
Bélisle,	Denis,	Goldenberg,	Macdonald,	Robichaud,
Benidickson,	Deschatelets,	Graham,	Manning,	Rowe,
Bonnell,	Desruisseaux,	Greene,	McElman,	Smith
Bourget,	Eudes,	Haig,	McGrand,	(Colchester),
Buckwold,	Everett,	Hayden,	McIlraith,	Smith
Burchill,	Flynn,	Hays,	McNamara,	(Queens-
Cameron,	Forsey,	Hicks,	Molgat,	Shelburne),
Carter,	Fournier	Inman,	Molson,	Sparrow,
Choquette,	(de Lanaudière),	Lafond,	Neiman,	Stanbury,
Connolly	Fournier	Laird,	Norrie,	Thompson,
(Ottawa-	(Madawaska	Lamontagne,	Paterson,	van Roggen,
Ouest),	Restigouche),	Lang,	Perrault,	Walker,
Cook,				Williams,
				Yuzyk.

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Rapport du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance, y compris le rapport de l'Auditeur général concernant l'état financier du Conseil, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 15 de la *Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II*, chapitre Q-1, S.R.C., 1970.

Rapport de The Seaway International Bridge Corporation Ltd., y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général pour l'année terminée le 31 décembre 1975, conformément aux articles 75(3) et 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Rapport de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général pour l'année terminée le 31 décembre 1975, conformément aux articles 75(3) et 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Rapport de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, de l'Administration de pilotage des Laurentides, de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée et de l'Administration de pilotage du Pacifique, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1975, conformément à l'article 28 de la *Loi sur le pilotage*, chapitre 52, Statuts du Canada 1970-1971-1972.

A la lecture de l'Ordre du jour,

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Macdonald reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

## QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Rowe, propose, appuyé par l'honorable sénateur Norrie, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Everett attire l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi, 19 octobre 1976.

Après débat,

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Carter, que la suite du débat sur l'interpellation soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

CONVOCAATION DES COMITÉS

# Ordre des travaux

Le jeudi 21 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

Ordre du jour

11 octobre—L'ordre du jour est lu par l'honorable sénateur Lucien, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, lequel a l'honneur d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session. (L'honorable sénateur Rowley.)

10 octobre—Après du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Barrow, l'attention du Sénat est attirée sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, lequel a été présenté à la dernière session du Sénat et lequel, pendant cette session, a été examiné en détail par plusieurs commissions de la Chambre de la Main-d'œuvre du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposés au Sénat le mardi 19 octobre 1976. (L'honorable sénateur Poirier.)

# Ordre du jour

Le jeudi 21 octobre 1976

## No 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Rowe).

## No 2.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(L'honorable sénateur Petten).

### A l'ouverture de l'Ordre du jour,

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Macdonald reprend le débat sur l'ordre de prières du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Légaré, Chancelier et Compagnon honoraire de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandant de l'Ordre du Canada, l'honorable sénateur Lucier a l'honneur de déposer au Sénat la motion suivante:

### ORDRE DU JOUR

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des commissions.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Météores.

L'honorable sénateur Everett attire l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.

Après débat, l'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Carter, que la suite du débat sur l'interpellation soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

Après débat, une motion, est adoptée.

L'honorable sénateur Proulx, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Lévesque,

que le Sénat s'ajourne jusqu'au

21 octobre, sans autre vote, est adoptée.

**CONVOCATION DES COMITÉS**

Salle	Comité	Heure





28 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 9

Le jeudi 21 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

A l'honorable M<sup>re</sup> SUZIE LAPORTE, Présidente

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

Aselin,	Chabot,	Fauriol	Lapointe,	Quinn
Austin,	Cottreau,	(Absent)	Lefebvre,	Riley
Barrow,	Croft,	(Général)	Linder,	R. Mitchell
Beaudin,	Davis,	Geddes,	Macdonald,	Ross
Bélisle,	Deschamps,	Goldberg,	McEwen,	Scott
Bénévise,	Desjardins,	Graham,	McGrath,	St. Laurent
Burns,	Falvo,	Greene,	McIntyre,	Stewart
Burgin,	Ferland,	Haig,	McNair,	Thompson
Burns,	Fleury,	Hayden,	Milne,	W. Stewart
Cameron,	Forsyth,	Hays,	Munn,	Watt
Carter,	Gagnon,	Hogan,	Nesbitt,	Webster
Choquette,	Harbour,	Lalonde,	Pellet,	Thompson
Conolly	Fitzpatrick,	Laurin,	Perreault,	Walker
(Ottawa)	Macdonald,	Lévesque,	Phlips,	Williams
Guay,	Macdonald,	Macdonald,		Wright
Cook,				





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 6

Le jeudi 21 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asselin,	Côté,	Fournier	Lapointe,	Quart,
Austin,	Cottreau,	( <i>Restigouche-</i>	Lefrançois,	Riley,
Barrow,	Croll,	<i>Gloucester</i> ),	Lucier,	Robichaud,
Beaubien,	Denis,	Godfrey,	Macdonald,	Rowe,
Bélisle,	Deschatelets,	Goldenberg,	McElman,	Smith
Benidickson,	Desruisseaux,	Graham,	McGrand,	( <i>Colchester</i> ),
Bonnell,	Eudes,	Greene,	McIlraith,	Smith
Bourget,	Everett,	Haig,	McNamara,	( <i>Queens-</i>
Burchill,	Flynn,	Hayden,	Molgat,	<i>Shelburne</i> ),
Cameron,	Forsey,	Hays,	Molson,	Sparrow,
Carter,	Fournier	Inman,	Neiman,	Stanbury,
Choquette,	( <i>de Lanaudière</i> ),	Lafond,	Norrie,	Thompson,
Connolly	Fournier	Laird,	Perrault,	Walker,
( <i>Ottawa-</i>	( <i>Madawaska</i>	Lang,	Petten,	Williams,
<i>Ouest</i> ),	<i>Restigouche</i> ),	Langlois,		Zuzyk.
Cook,				

## PRIÈRE

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Copies d'un document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», émis par le ministre des Finances.

Avis de motion des voies et moyens modifiant le Tarif des douanes, en date du 13 octobre 1976, émis par le ministre des Finances.

Rapport des Musées nationaux du Canada, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 22 de la *Loi sur les Musées nationaux du Canada*, chapitre N-12, S.R.C., 1970.

L'honorable sénateur Petten, du Comité de sélection chargé de désigner les sénateurs qui feront partie des divers comités permanents au cours de la présente session, présente son premier rapport.

Le MERCREDI 20 octobre 1976.

Le Comité de sélection, chargé de désigner les sénateurs qui feront partie des divers comités permanents au cours de la présente session, présente son premier rapport comme il suit:-

Votre comité a l'honneur de présenter la liste des sénateurs qu'il a désignés pour faire partie de chacun des comités permanents suivants, savoir:

### COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

L'honorable Président, les honorables sénateurs Bélisle, Bell, Cameron, Choquette, Côté, Forsey, Fournier (*de Lanaudière*), Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Hicks, Phillips, Riel, Rowe, Sullivan et Walker. (14)

### COMITÉ MIXTE DES IMPRESSIONS DU PARLEMENT

Les honorables sénateurs Bell, Bonnell, Choquette, Duggan, Eudes, Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Fournier (*Restigouche-Gloucester*), Greene, Haig, McGrand, Michaud, Neiman, Riley, Smith (*Colchester*), Walker et Williams. (16)

### COMITÉ MIXTE DU RESTAURANT DU PARLEMENT

L'honorable Président, les honorables sénateurs Bélisle, Carter, Forsey, Inman, Norrie et Quart. (6)

### COMITÉ MIXTE DES RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Les honorables sénateurs Asselin, Forsey, Godfrey, Lafond, Riel, Riley et Yuzyk. (7)

### LE COMITÉ DU RÈGLEMENT ET DE LA PROCÉDURE

Les honorables sénateurs Argue, Beaubien, Bourget, Choquette, Connolly (*Ottawa-Ouest*), Cook, Desruisseaux, Everett, \* Flynn, Forsey, Fournier (*de Lanaudière*), Grosart, Lang, Langlois, Macdonald, McElman, Molgat, Molson, \* Perrault, Smith (*Queens-Shelburne*) et Stanbury. (19)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ DE LA RÉGIE INTÉRIEURE, DES BUDGETS ET DE L'ADMINISTRATION

Les honorables sénateurs Argue, Basha, Beaubien, Bélisle, Benidickson, Bourget, Buckwold, Davey, \* Flynn, Grosart, Laird, Langlois, Lapointe (*Président*), Lefrançois, McDonald, McElman, McIlraith, Molson, \* Perrault, Petten, Quart et Smith (*Queens-Shelburne*). (20)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ SÉNATORIAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les honorables sénateurs Asselin, Barrow, Bélisle, Cameron, Carter, Connolly (*Ottawa-Ouest*), Croll, \* Flynn, Grosart, Hastings, Lafond, Laird, Lang, Macnaughton, McElman, McNamara, \* Perrault, Rowe, Sparrow, Yuzyk et van Roggen. (19)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ SÉNATORIAL DES FINANCES NATIONALES

Les honorables sénateurs Barrow, Benidickson, Carter, Côté, Croll, Desruisseaux, Everett, \* Flynn, Giguère, Godfrey, Graham, Grosart, Hicks, Langlois, Manning, Molgat, Neiman, \* Perrault, Robichaud, Smith (*Colchester*), Sparrow et Yuzyk. (20)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ SÉNATORIAL DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

Les honorables sénateurs Austin, Bonnell, Bourget, Burchill, Davey, Denis, Eudes, \* Flynn, Forsey, Graham, Haig, Langlois, Lucier, Macdonald, McElman, Molgat, \* Perrault, Petten, Riley, Smith (*Colchester*), Smith (*Queens-Shelburne*) et Sparrow. (20)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ SÉNATORIAL DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

Les honorables sénateurs Asselin, Buckwold, Choquette, Croll, Eudes, \* Flynn, Godfrey, Goldenberg, Hastings, Hayden, Laird, Lang, Langlois, McGrand, McIlraith, Neiman, \* Perrault, Riel, Robichaud, Smith (*Colchester*) et Walker. (19)

\* Membre d'office.

### LE COMITÉ SÉNATORIAL DES BANQUES ET DU COMMERCE

Les honorables sénateurs Austin, Barrow, Beaubien, Buckwold, Connolly (*Ottawa-Ouest*), Cook, Desruisseaux, \* Flynn,

Haig, Hayden, Hays, Lafond, Laird, Lang, Macnaughton, Manning, McIlraith, Molson, \* Perrault, Smith (*Colchester*), Sullivan et Walker. (20)

\* Membre d'office.

*LE COMITÉ SÉNATORIAL DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE ET DES SCIENCES*

Les honorables sénateurs Argue, Blois, Bonnell, Bourget, Cameron, Carter, Croll, Denis, \* Flynn, Fournier (*de Lanau-dière*), Inman, Lamontagne, Langlois, Macdonald, McElman, McGrand, Neiman, Norrie, \* Perrault, Phillips, Smith (*Queens-Shelburne*) et Sullivan. (20)

\* Membre d'office.

*LE COMITÉ SÉNATORIAL DE L'AGRICULTURE*

Les honorables sénateurs Argue, Blois, Côté, \* Flynn, Fournier (*Restigouche-Gloucester*), Greene, Haig, Hays, Inman, Lafond, Macdonald, McDonald, McGrand, McNamara, Michaud, Molgat, Norrie, \* Perrault, Sparrow, Williams et Yuzyk. (19)

\* Membre d'office.

Le tout respectueusement soumis,

*Le président,*

WILLIAM J. PETTEN.

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald, que l'étude du rapport soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Perrault, C.P.,

Que, lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi prochain le 26 octobre 1976, à huit heures du soir.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

**QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:**

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Macdonald pour l'honorable sénateur Walker, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Yuzyk, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Perrault, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.



CONVOCATION DES COMITÉS

Ordre du jour

# Ordre des travaux

Le mardi 26 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

Le mardi 26 octobre 1976

Comité

No 1

13 octobre—Réponse du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lacombe appuyé par l'honorable sénateur Barrow tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session—(L'honorable sénateur Walker)

No 2

21 octobre—Bande de premier rapport du Comité de sélection—(L'honorable sénateur Lacombe)

No 3

20 octobre—Réponse du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Lacombe tendant à ce que le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales soit communiqué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à être imprimé en détail les prévisions budgétaires de la division de la statistique de la commission de Main-d'œuvre et de l'immigration pour l'année financière terminant le 31 mars 1977 déposés au Sénat le mardi 19 octobre 1976—(L'honorable sénateur Patry)

# Ordre du jour

Le mardi 26 octobre 1976

## No 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur Walker, C.P.*).

## No 2.

21 octobre—Étude du premier rapport du Comité de sélection.—(*L'honorable sénateur Petten*).

## No 3.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(*L'honorable sénateur Petten*).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	<p>25 Elmfrank II A.D. 1976 Canada</p> <p>Procès-Verbaux du Sénat N° 7</p>	

Le vendredi 22 octobre 1976

Trois heures de l'après-midi

L'honorable JOHN M. MACDONALD, Président intérimaire

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs:

- |             |                             |            |           |           |
|-------------|-----------------------------|------------|-----------|-----------|
| Bombard     | Corbett                     | Fournier   | Macdonald | Poiry     |
| Bélisle     | Denis                       | (Retraite) | McGrath   | Ther      |
| Benedictson | Eudes                       | (Absente)  | Mohrath   | Kelly     |
| Cameron     | Forsy                       | Innie      | McNamara  | Petrochuk |
| Carter      | Fournier                    | Lalonde    | Norris    | Sinha     |
| Chab        | (Madame Kar-<br>Retigouche) | Lefebvre   | Peterson  | (Chabert) |
|             |                             | Linder     | Perrault  | Stanley   |
|             |                             |            |           | Yung      |

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 7

Le vendredi 22 octobre 1976

Trois heures de l'après-midi

L'honorable JOHN M. MACDONALD, Président intérimaire.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

- |              |               |               |            |               |
|--------------|---------------|---------------|------------|---------------|
| Beaubien,    | Cottreau,     | Fournier      | Macdonald, | Petten,       |
| Bélisle,     | Denis,        | (Restigouche- | McGrand,   | Quart,        |
| Benidickson, | Eudes,        | Gloucester),  | McIlraith, | Riley,        |
| Cameron,     | Forsey,       | Inman,        | McNamara,  | Robichaud,    |
| Carter,      | Fournier      | Lafond,       | Norrie,    | Smith         |
| Côté,        | (Madawaska-   | Lefrançois,   | Paterson,  | (Colchester), |
|              | Restigouche), | Lucier,       | Perrault,  | Stanbury,     |
|              |               |               |            | Zuzyk.        |

Le Greffier au bureau informe le Sénat que l'honorable Président est absent pour raison majeure.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Smith (*Colchester*),

Que, durant l'absence de l'honorable Président, l'honorable sénateur Macdonald préside le Sénat.

La motion d'agrément à ce propos étant mise aux voix, le Greffier déclare qu'elle est adoptée.

En conséquence, l'honorable sénateur Macdonald prend le fauteuil.

#### PRIÈRE

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le Bureau ce qui suit:

Copies de la correspondance échangée les 14 et 18 octobre 1976 entre le Premier ministre du Canada et le Premier ministre de l'Alberta, au sujet du rapatriement de la constitution.

Accord de principe entre la section 269 de l'Association des débardeurs d'Halifax, A.I.D., et l'Association des employeurs maritimes, fait à Halifax, N.-É., ce 25<sup>e</sup> jour de septembre 1976.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

#### QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agrèer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour l'étude du premier rapport du Comité de sélection,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier un message avec un Bill C-14, intitulé: «Loi portant reprise du débarbage et des activités connexes au port d'Halifax», pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Le bill est lu pour la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten, que le bill soit lu pour la deuxième fois maintenant.

Après débat,

La motion, mise aux voix est adoptée.

Le bill est alors lu pour la deuxième fois.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur McIlraith, C.P., que le bill soit lu pour la troisième fois maintenant.

La motion mise aux voix est adoptée.

Le bill est alors lu pour la troisième fois et adopté.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

L'honorable Président intérimaire informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Directeur administratif auprès du Gouverneur général.

La communication est alors lue par l'honorable Président intérimaire, comme suit:

## RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

le 22 OCTOBRE 1976

Madame,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Jean Beetz, Juge puiné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 22 octobre, à 4h.00 de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à des projets de loi.

5. Rapports des comités.  
 Veuillez agréer, Madame le Président, l'assurance de ma haute considération.

Edmond Joly de Lotbinière,

*Directeur administratif auprès du Gouverneur général.*

L'honorable

Le Président du Sénat,  
 Ottawa.

Ordonné: Que la communication soit déposée sur le bureau.

*Avec permission,**Le Sénat se reporte aux Avis de motions.*

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Carter,

Que, lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi prochain le 26 octobre 1976, à huit heures du soir.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable Président intérimaire ayant posé la question de savoir si le Sénat doit maintenant s'ajourner à loisir, pour attendre l'arrivée de l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général, elle est—

Résolue par l'affirmative.

Quelque temps après, l'honorable Jean Beetz, Juge puiné de la Cour Suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, arrive et occupe le fauteuil au pied du Trône—

L'honorable Président intérimaire ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre auprès de la Chambre des communes et de l'informer que—

«C'est le désir de l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général, que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.»

Les Communes étant arrivées,

Le Greffier adjoint lit le titre du bill à sanctionner.

Loi portant reprise du débardage et des activités connexes au port d'Halifax.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général sanctionne ce bill.»

Les Communes se retirent.

Après quoi, il plaît à l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Inman,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.



CONVOCAZIONE DEI CONSIGLIERI

# Ordre des travaux

Ordre du jour

Le mardi 26 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

13 octobre—Réprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyée par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Walker, C.V.)

No 2.  
21 octobre—Étude du premier rapport du Comité de sélection.—(L'honorable sénateur Poirier)

No 3.  
20 octobre—Réprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les provisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1975.—(L'honorable sénateur Poirier)

# Ordre du jour

Le mardi 26 octobre 1976

## No. 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur Walker, C.P.*).

## No. 2.

21 octobre—Étude du premier rapport du Comité de sélection.—(*L'honorable sénateur Petten*).

## No. 3.

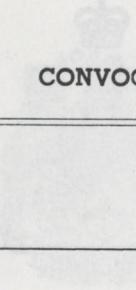
20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(*L'honorable sénateur Petten*).

Ordre des travaux

Le mardi 26 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	 25 Elizabeth II A.D. 1976 Canada	
	Procès-Verbaux de Séances	

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

- |             |               |           |           |        |
|-------------|---------------|-----------|-----------|--------|
| Awelin,     | Croll,        | Green,    | McGee,    | Wright |
| Barrow,     | Denis,        | Gowat,    | McIntyre, | Wright |
| Beaubien,   | Deschatelets, | Hugh,     | McIntyre, | Wright |
| Bélisle,    | Desjardins,   | Hastings, | McIntyre, | Wright |
| Burdickson, | Dubé,         | Hayden,   | McIntyre, | Wright |
| Bunnell,    | Fox,          | Hays,     | McIntyre, | Wright |
| Burpee,     | François,     | Keegon,   | McIntyre, | Wright |
| Burnell,    | Gagnon,       | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |
| Cameron,    | Gauthier,     | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |
| Carter,     | Gauthier,     | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |
| Chapman,    | Gauthier,     | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |
| Clark,      | Gauthier,     | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |
| Cottreau,   | Gauthier,     | LeBlond,  | McIntyre, | Wright |

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 8

Le mardi 26 octobre 1976

*Huit heures du soir*

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asselin,	Croll,	Greene,	Lucier,	Riley,
Barrow,	Denis,	Grosart,	Macdonald,	Robichaud,
Beaubien,	Deschatelets,	Haig,	Macnaughton,	Rowe,
Bélisle,	Desruisseaux,	Hastings,	McElman,	Smith
Benidickson,	Eudes,	Hayden,	McGrand,	(Colchester),
Bonnell,	Forsey,	Hays,	McIlraith,	Smith
Bourget,	Fournier	Inman,	McNamara,	(Queens-
Buckwold,	(de Lanaudière),	Lafond,	Michaud,	Shelburne),
Cameron,	Fournier	Laird,	Molson,	Sparrow,
Carter,	(Restigouche-	Lang,	Norrie,	Stanbury,
Choquette,	Gloucester),	Langlois,	Paterson,	van Roggen,
Cook,	Godfrey,	Lapointe,	Petten,	Walker,
Cottreau,	Goldenberg,	Lefrançois,	Phillips,	Williams,
	Graham,			Zuzyk.

## PRIÈRE.

Hommage est rendu à l'honorable Frederick Murray Blois à l'occasion de sa démission du Sénat le 12 octobre 1976.

L'honorable sénateur Langlois dépose sur le bureau ce qui suit:

Rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 28 mai 1976, sur une enquête relative aux chandails, cardigans et pullovers.

Rapport de la Commission du textile et du vêtement en date du 1<sup>er</sup> juin 1976, au ministre de l'Industrie et du Commerce, conformément à l'article 19 de la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement*, chapitre 39, Statuts du Canada 1970-71-72, concernant les chaussettes.

Copies de rapports de la Commission de lutte contre l'inflation au Gouverneur général en conseil, conformément à l'article 17(2) de la *Loi anti-inflation*, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-75-76, soumettant à l'examen du Directeur de ladite loi, certaines conventions collectives entre:

1. *The Saint John Shipbuilding and Dry Dock Co. Ltd.* et ses employés, en date du 8 septembre 1976.

2. La *Cyprus Anvil Mining Corporation* et ses employés représentés par les Métallurgistes unis d'Amérique, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1976.

3. Le Gouvernement du Canada (Conseil du Trésor) et ses employés appelé Groupe des Sciences biologiques et forestières, en date du 18 août 1976.

4. La *Transcona-Springfield School Division No. 12*, Transcona, Manitoba et les employés représentés par la *Transcona Springfield Bus Drivers Association*, en date du 18 août 1976.

5. La *London Public Utilities Commission* et ses employés représentés par la section 4 du Syndicat canadien de la fonction publique, en date du 13 octobre 1976.

6. Le Gouvernement du Canada (Conseil du Trésor) et le Groupe agriculture de la Fonction publique fédérale, représenté par l'Institut professionnel de la Fonction publique, en date du 8 septembre 1976.

7. La *Acklands Limited, George Taylor Hardware Division* et les employés représentés par la *Northern Ontario and Quebec District Union of the Retail, Wholesale and Department Store Union*, en date du 27 août 1976.

8. Les *United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry* et leurs *Executive and Non-Union employees*, en date du 18 août 1976.

9. La *Cochrane-Dunlop Hardware Limited*, North Bay, Ontario, et les employés représentés par la section 59—*AFL-CIO-CIC du Retail, Wholesale and Department Store Union*, en date du 18 août 1976.

10. La *Federated Co-Operatives Limited, Smith Division* et les employés représentés par la *International Woodworkers of America*, section 1-207 en date du 18 août 1976.

11. La *Stanton Yellowknife Hospital, Yellowknife, Northwest Territories and its Nursing Personnel*, en date du 13 août 1976.

12. La *Liquor Control Commission* du Manitoba et les employés représentés par la *Manitoba Government Employees' Association*, en date du 29 juillet 1976.

13. Le Gouvernement du Canada (Conseil du Trésor) et le Groupe de la navigation aérienne représenté par l'Institut professionnel du Service public, en date du 13 juillet 1976.

14. La *Corporation of the County of Grey, Ontario* et les employés représentés par la section 1530 du Syndicat canadien de la Fonction publique, en date du 6 août 1976.

15. La *Lincoln County Board of Education, St. Catharines, Ontario*, et les employés représentés par le Syndicat canadien de la Fonction publique, section 152 «A», en date du 6 août 1976.

16. La *Lincoln County Board of Education, St. Catharines, Ontario*, et les employés représentés par le Syndicat canadien de la Fonction publique, section 152 «B», en date du 6 août 1976.

17. La *Cargill Grain Company Limited, Baie Comeau, Québec*, et les employés représentés par le Syndicat National des Employés de *Cargill Grain Company Limited (C.S.N.)* en date du 23 septembre 1976.

18. La Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, Saint-Hyacinthe, Québec, et leurs employés de bureau, leurs directeurs et sous-directeurs, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

19. La *MacMillan Bloedel (Alberni) Ltd.* et les employés représentés par la section 15 du Syndicat des employés de bureau et techniciens, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

20. La *Consolidated Maintenance Services Limited, Toronto, Ontario*, et ses employés d'entretien représentés par la *General Presidents' Committee for Plant Maintenance in Canada*, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

21. La *Catalytic Enterprises Limited, Sarnia (Ontario)* et ses employés d'entretien représentés par la *General Presidents' Committee for Plant Maintenance in Canada*, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

22. La Commission scolaire du comté de Frontenac et les employés représentés par l'Association des enseignants féminins du comté de Frontenac et de la Fédération des enseignants masculins des écoles publiques de l'Ontario, en date du 23 septembre 1976.

23. La *Blue Water Rest Home, Zurich, Ontario*, et les employés représentés par la section 210 of the *Service Employees Union*, en date du 23 septembre 1976.

24. La Commission scolaire de Northumberland et Newcastle et son personnel administratif de cadre, en date du 23 septembre 1976.

25. La *Essex County Board of Education* et les employés représentés par le District 34 de l'*Ontario Secondary School Teachers Federation*, en date du 23 septembre 1976.

26. La *Dorval Diesel Limited* et les employés représentés par la section 1450 de l'Union internationale d'Amérique des travailleurs de l'automobile, de l'aérospatiale et des instruments aratoires, en date du 23 septembre 1976.

27. La *Dorval Diesel Ltée*, Dorval Québec, et les employés représentés par le Syndicat des Employés de *Dorval Diesel Ltée* (CSN), en date du 23 septembre 1976.

28. La *Anthes Equipment Limited*, 2293 Douglas Road, Burnaby, Colombie-Britannique, et les employés représentés par la section 213 des camionneurs, affiliée à la Fraternité internationale d'Amérique des camionneurs, chauffeurs, préposés d'entrepôts et aides, en date du 23 septembre 1976.

29. Le Conseil du Trésor, gouvernement du Nouveau-Brunswick, les juges de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick et le juge en chef de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick, représentés par le délégué, L.C. Ayles, en date du 22 septembre 1976.

30. La Commission des Écoles publiques d'Edmonton et ses employés représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique, section 784, en date du 22 septembre 1976.

31. La *Hydro Electric Commission* de la région d'Etobicoke et les employés représentés par la Fraternité internationale des travailleurs de l'électricité, section 636, en date du 22 septembre 1976.

32. La *Mussens Equipment Limited* et ses employés de bureau et d'usine représentés par le Syndicat international des travailleurs unis de l'automobile, de l'aéronautique, de l'astronautique et des instruments aratoires d'Amérique (TUA), sections 1450 et 1044, en date du 22 septembre 1976.

33. La Commission scolaire du comté d'Oxford, Woodstock, Ontario, et son personnel de cadre (non syndiqué), en date du 22 septembre 1976.

34. La *Unifin Division Keeprite Products Limited*, et les employés représentés par la section 27 du *United Automobile Aerospace, Agricultural Implement Workers of America*, en date du 16 septembre 1976.

Copie du rapport sur la première année de la Commission de lutte contre l'inflation.

Comptes publics du Canada, Volume III pour l'année financière terminée le 31 mars 1976, conformément à l'article 55(1) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Copies d'une Ordonnance du bureau du Directeur en vertu de la *Loi anti-inflation*, conformément à l'article 17(3) de ladite loi, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-75-76, concernant le régime de rémunération entre le Conseil scolaire de Northumberland et Newcastle et le groupe de ses huit agents d'administration supérieurs. Ordonnance en date du 21 octobre 1976.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

#### QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Macdonald pour l'honorable sénateur Asselin C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Walker, C.P. que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat aborde l'étude du premier rapport du Comité de sélection.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald que le rapport soit modifié en retranchant le nom de l'honorable sénateur Blois sur la liste des sénateurs désignés pour faire partie du Comité sénatorial permanent de la santé, du bien-être et des sciences et du Comité sénatorial permanent de l'agriculture respectivement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald que le rapport, tel que modifié, soit adopté maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten,

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que les honorables sénateurs Bélisle, Bell, Cameron, Choquette, Côté, Forsey, Fournier (*de Lanaudière*), Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Hicks, Phillips, Riel, Rowe, Sullivan et Walker ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat, comme membre d'un comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten,

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que les honorables sénateurs Bell, Bonnell, Choquette, Duggan, Eudes, Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Fournier (*Restigouche-Gloucester*), Greene, Haig, McGrand, Michaud, Neiman, Riley, Smith (*Colchester*), Walker et Williams ont été constitués en comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat pendant la présente session et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdites impressions du Parlement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten,

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que l'honorable Président, les honorables sénateurs Bélisle, Carter, Forsey, Inman, Norrie et Quart ont été constitués en un comité chargé

de diriger la gestion du Restaurant du Parlement en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten,

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que les honorables sénateurs Asselin, Forsey, Godfrey, Lafond, Riel, Riley et Yuzyk ont été désignés pour agir comme représentant du Sénat au sein du Comité mixte des deux Chambres au sujet des règlements et autres textes réglementaires.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Hayden,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

# Ordre des travaux

Le mercredi 27 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

# Ordre du jour

Le mercredi 27 octobre 1976

17 heures — Début de la séance. — Lecture des pétitions. — Présentation des pétitions. — Lecture des pétitions. — Rapports des comités. — Avis d'interpellations. — Avis de motions. — Période de questions. — Ordre du jour. — Interpellations. — Motions.

19 heures — Début de la séance. — Lecture des pétitions. — Présentation des pétitions. — Lecture des pétitions. — Rapports des comités. — Avis d'interpellations. — Avis de motions. — Période de questions. — Ordre du jour. — Interpellations. — Motions.

21 heures — Début de la séance. — Lecture des pétitions. — Présentation des pétitions. — Lecture des pétitions. — Rapports des comités. — Avis d'interpellations. — Avis de motions. — Période de questions. — Ordre du jour. — Interpellations. — Motions.

# Ordre du jour

Le mercredi 27 octobre 1976

## No. 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Asselin, C.P.).

## No. 2.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(L'honorable sénateur Petten).

# Ordre des travaux

1. Présentation des pétitions
2. Rapports des commissions
3. Rapports des comités
4. Affaires d'urgence
5. Affaires de routine
6. Questions
7. Interpellations
8. Interpellations
9. Motion

Le projet de l'Ordre du jour pour le mardi 26 octobre 1976, relatif à l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport de Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.

Il est—  
Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, que le Sénat s'ajourne maintenant.  
La motion, mise aux voix, est adoptée.

## CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	(Sous réserve de modifications, d'un jour à l'autre)	
	LE MERCREDI 27 OCTOBRE 1976	
256-S	Réunion d'organisation ..... BANQUES ET COMMERCE	10 h.
256-S	Réunion d'organisation ..... AFFAIRES ÉTRANGÈRES	11 h. 30

## Procès-Verbaux du Sénat

N° 9

Le mercredi 27 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'Assemblée débute à 14 heures, 15 minutes.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aspin,	Côté,	Gudimov,	Lalonde,	Phlips,
Austin,	Croteau,	Goldring,	Lapointe,	Tracy,
Barrow,	Cool,	Granger,	Macdonald,	Wentworth,
Berubien,	Davoy,	Harvey,	Quinn,	Wright,
Bélisle,	Dent,	Kinnear,	Macpherson,	Young,
Bonickson,	Dechêne,	Malpas,	McGee,	
Bonelli,	Desrosiers,	Hastings,	McIntyre,	
Bourget,	Forsey,	Hayden,	McLeod,	
Buckwald,	Fournier,	Hays,	McLennan,	
Cameron,	(de Lasalle),	Irvine,	McNeil,	
Carter,	Fournier,	Lalonde,	McPherson,	
Chequatte,	(Bergeron),	Laur,	McPherson,	
Cook,	(Bergeron),	Laur,	McPherson,	

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 9

Le mercredi 27 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asselin,  
Austin,  
Barrow,  
Beaubien,  
Bélisle,  
Benidickson,  
Bonnell,  
Bourget,  
Buckwold,  
Cameron,  
Carter,  
Choquette,  
Cook,

Côté,  
Cottreau,  
Croll,  
Davey,  
Denis,  
Deschatelets,  
Desruisseaux,  
Forsey,  
Fournier  
(*de Lanaudière*),  
Fournier  
(*Restigouche-  
Gloucester*),

Godfrey,  
Goldenberg,  
Graham,  
Greene,  
Grosart,  
Haig,  
Hastings,  
Hayden,  
Hays,  
Inman,  
Lafond,  
Laird,  
Lang,

Langlois,  
Lapointe,  
Lefrançois,  
Lucier,  
Macdonald,  
Macnaughton,  
McElman,  
McGrand,  
McIlraith,  
Michaud,  
Molson,  
Paterson,  
Perrault,  
Petten,

Phillips,  
Riley,  
Robichaud,  
Smith  
(*Colchester*),  
Smith  
(*Queens-  
Shelburne*),  
Sparrow,  
Stanbury,  
van Roggen,  
Walker,  
Williams,  
Yuzyk.

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le ce qui suit:

Comptes publics du Canada, volume II, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 55(1) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Rapport de l'Office canadien du poisson salé, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 32 de la *Loi sur le poisson salé*, chapitre 37 (1<sup>er</sup> supplément), et l'article 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur van Roggen propose, appuyé par l'honorable sénateur Grossart,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères soit autorisé à étudier les relations du Canada avec les États-Unis et à faire rapport à ce sujet.

Que le Comité ait le pouvoir de retenir les services des conseillers et du personnel technique, administratif et autre qu'il jugera nécessaire aux fins ci-dessus, et au tarif de rémunération de remboursement qu'il pourra déterminer et à rembourser aux témoins leurs frais de déplacement et de subsistance, si nécessaire, et à leur verser les émoluments qu'il pourra déterminer.

Que les documents et les témoignages recueillis sur ce sujet au cours des deux dernières sessions soient déferés au Comité.

Que le Comité soit autorisé à siéger durant les ajournements du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour,

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Quart reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

## QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Inman propose, appuyé par l'honorable sénateur Paterson que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A la lecture de l'Ordre du jour,

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Sparrow reprend le débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

Après débat,

L'honorable sénateur Carter propose, appuyé par l'honorable sénateur Cook, que la suite du débat soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose appuyé par l'honorable sénateur, Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

# Ordre des travaux

Le jeudi 28 octobre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

# Ordre du jour

Le jeudi 28 octobre 1976

17 octobre—Réponse au débat sur le projet de loi relatif à la détermination des modalités de l'adoption d'une adresse en réponse au discours que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

18 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

19 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

20 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

21 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

22 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

23 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

24 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

25 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

26 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

27 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

28 octobre—Réponse au débat sur l'interpellation de l'honorable M. L. Bouchard relative à l'adoption de la loi sur le statut des Comités sénatoriaux par le Parlement.—(L'honorable Jean-Jacques Gauthier)

# Ordre du jour

**Le jeudi 28 octobre 1976**

**No. 1.**

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Inman.)

**No. 2.**

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(L'honorable sénateur Carter).

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

# Ordre des travaux

A son Excellence le Gouverneur général du Canada, Chancelier et Commandant de l'Ordre du Mérite de l'Ontario, le Sénat a l'honneur de présenter à Son Excellence le Gouverneur général l'Adresse suivante:

1. Présentation de l'Adresse.
2. Lecture de l'Adresse.
3. Rapports des sénateurs.
4. Interpellation.
5. Interpellation.
6. Interpellation.
7. Ordre du jour.
8. Interpellation.

Après débat, l'honorable sénateur Inman propose, appuyé par l'honorable sénateur Paterick, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A la lecture de l'Ordre du jour.

Avec la permission du Sénat, l'honorable sénateur Sparrow reprend le débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

Après débat, l'honorable sénateur Carter propose, appuyé par l'honorable sénateur Cook, que la suite du débat soit renvoyée à la prochaine séance de Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.  
La motion, mise aux voix, est adoptée.

CONVOCAATION DES COMITÉS

# Motion

Pour jeudi le 28 octobre 1976

Par l'honorable sénateur Hayden:

27 octobre—Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à étudier le document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», déposé au Sénat le jeudi le 21 octobre 1976, et la teneur de tout bill ou toute autre question qui s'y rattachent avant qu'un tel bill ou question soient soumis au Sénat, et

Que le Comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir besoin aux fins dudit examen.

## CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	<i>(Sous réserve de modifications, d'un jour à l'autre)</i>	
	LE JEUDI 28 OCTOBRE 1976	
	FINANCES NATIONALES	
256-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	9 h. 30
	RÈGLEMENT ET PROCÉDURE	
263-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	10 h.
	RÉGIE INTÉRIEURE, DES BUDGETS ET DE L'ADMINISTRATION	
260-N	<i>(À huis clos)</i> .....	10 h. 30
	AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES	
263-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	10 h. 45

25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux

L'honorable RENAUDE LAPORTE, Présidente

Les membres participants

Les honorables membres

Aspin	Côté	Godfrey	McKenney	...
Austin	Croft	Goldberg	...	...
Barron	Dewar	Graham	...	...
Bélisle	...	...	...	...
Bélisle	...	...	...	...
Bennett	...	...	...	...
Bourget	...	...	...	...
Brockwell	...	...	...	...
Cabrita	...	...	...	...
Carer	...	...	...	...
Chiquette	...	...	...	...
Cook	...	...	...	...
Côté	...	...	...	...





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 10

Le jeudi 28 octobre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asselin,	Cottreau,	Godfrey,
Austin,	Croll,	Goldenberg,
Barrow,	Davey,	Graham,
Beaubien,	Denis,	Grosart,
Bélisle,	Deschatelets,	Haig,
Benidickson,	Desruisseaux,	Hastings,
Bonnell,	Eudes,	Hayden,
Bourget,	Everett,	Hays,
Buckwold,	Flynn,	Inman,
Cameron,	Forsey,	Lafond,
Carter,	Fournier	Laird,
Choquette,	(de Lanaudière),	Lang,
Cook,	Fournier	Lapointe,
Côté,	(Restigouche- Gloucester),	

Lefrançois,	Riel,
Lucier,	Riley,
Macdonald,	Robichaud,
McElman,	Rowe,
McGrand,	Smith
McIlraith,	(Colchester),
McNamara,	Smith
Michaud,	(Queens- Shelburne),
Molson,	Sparrow,
Norrie,	Walker,
Perrault,	Williams,
Petten,	Zuzyk.
Phillips,	
Quart,	

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Budget des immobilisations de l'Énergie atomique du Canada, Limitée pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, conformément à l'article 70(2) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970, ainsi que copie du décret C.P. 1976-2125, en date du 8 septembre 1976, approuvant ledit budget.

Rapport du Conseil des ports nationaux, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 décembre 1975, conformément à l'article 32 de la *Loi sur le Conseil des ports nationaux*, chapitre N-8, et des articles 75(3) et 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Rapport du ministère des Transports, renfermant un état de recettes de quaiage et des droits de mouillage pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 14 de la *Loi sur les ports et jetées de l'État*, chapitre G-9, S.R.C., 1970.

Rapport du directeur de la Caisse des réclamations de la pollution maritime pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 747 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, chapitre S-9, tel que modifié au chapitre 27 (2<sup>e</sup> supplément) S.R.C., 1970.

Copies de l'Accord de réassurance en date du 1<sup>er</sup> octobre 1976, entre le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et la *Nuclear Insurance Association of Canada*, conformément à l'article 16(2) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, chapitre 29, S.R.C., 1970 (2<sup>e</sup> Supplément).

Recommandation de la Commission de la lutte contre l'inflation, en date du 10 septembre 1976, au Gouverneur général en conseil, conformément à l'article 12(3) de la *Loi anti-inflation*, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-75-76, concernant les quatre Administrations de pilotage au Canada, à savoir, l'Administration de pilotage de l'Atlantique, l'Administration de pilotage des Laurentides, l'Administration de pilotage des Grands Lacs et l'Administration de pilotage du Pacifique.

Copies de rapports de la Commission de lutte contre l'inflation au Gouverneur général en conseil, conformément à l'article 17(3) de la *Loi anti-inflation*, chapitre 75, Statuts du Canada 1974-75-76, soumettant à l'examen du Directeur de ladite loi, certaines conventions collectives entre:

1. La *Saskatchewan Construction Labour Relations Council* de Regina et ses employés représentés par différents syndicats, en date du 18 octobre 1976.

2. La Commission scolaire de Timiskaming, New Liskeard, Ontario, et son personnel administratif, en date du 20 octobre 1976.

3. Nordair Limitée et ses employés représentés par l'Association canadienne des régulateurs des vols, en date du 20 octobre 1976.

4. La *Canadian Salt Company Limited*, Windsor, Ontario, et ses employés de mine et d'usine représentés par le Syndicat des travailleurs unis de l'automobile, sections 195 et 240, en date du 20 octobre 1976.

5. La Commission scolaire de Dryden, Ontario, et son personnel administratif, en date du 20 octobre 1976.

6. La *London Life Insurance Company* et son groupe administratif 001, en date du 20 octobre 1976.

7. La *Brunswick Ready-Mix Limited* Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, et ses employés représentés par l'union internationale des opérateurs de machines lourdes, section 946, en date du 20 octobre 1976.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Petten propose, appuyé par l'honorable sénateur Perrault, C.P.,

Que, lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi prochain le 2 novembre 1976, à huit heures du soir.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Everett propose, appuyé par l'honorable sénateur Cook,

Que le Comité sénatorial permanent des finances nationales soit autorisé à examiner les dépenses proposées dans le Budget des dépenses, présenté au Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, déposé au Sénat le 19 février 1976.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Everett propose, appuyé par l'honorable sénateur Cook,

Que le Comité sénatorial permanent des finances nationales soit autorisé à retenir les services d'avocats, de conseillers techniques, et de tout autre personnel jugé nécessaire aux fins d'examiner les mesures législatives et autres questions qui lui seront déférées.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du

Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

#### QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat,

L'honorable sénateur Petten pour l'honorable sénateur Graham propose, appuyé par l'honorable sénateur Croll, que la suite du débat sur la motion tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Petten propose appuyé par l'honorable sénateur Carter,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.



# Ordre des travaux

Le mardi 2 novembre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

# Ordre du jour

Le mardi 2 novembre 1976

No. 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lacroix appuyé par l'honorable sénateur Barrow tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(L'honorable sénateur Graham)

No. 2.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(L'honorable sénateur Carter)

# Ordre du jour

Le mardi 2 novembre 1976

## No. 1.

13 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow, tendant à l'adoption d'une adresse en réponse au discours que Son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur Graham*).

## No. 2.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(*L'honorable sénateur Carter*).

Ordre des travaux

Le mardi 2 novembre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

# Motion

Pour mardi le 2 novembre 1976

Par l'honorable sénateur Hayden:

27 octobre—Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à étudier le document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», déposé au Sénat le jeudi le 21 octobre 1976, et la teneur de tout bill ou toute autre question qui s'y rattachent avant qu'un tel bill ou question soient soumis au Sénat, et

Que le Comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir besoin aux fins dudit examen.

250-2	Réunion d'organisation	LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976	Relations Canada-Américains	250-2
250-2	Réunion d'organisation	LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976	Relations Canada-Américains	250-2
250-2	Réunion d'organisation	LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976	Relations Canada-Américains	250-2

Argus	Choquet	Forner	Lévesque	Morin
Aubein	Cook	Wawar	Lévesque	Paré
Austin	Clair	Wawar	Lévesque	Pelletier
Beauchamp	Côté	Wawar	Lévesque	Richards
Belisle	Dumas	Wawar	Lévesque	Rivest
Bell	Ducharme	Wawar	Lévesque	Sirois
Bourgeois	Dumas	Wawar	Lévesque	Sirois
Brassard	Dumas	Wawar	Lévesque	St-Onge
Burns	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Cadieux	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Castonguay	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Chouinard	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Côté	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Côté	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Côté	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault
Côté	Dumas	Wawar	Lévesque	Thériault

## CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>(Sous réserve de modifications, d'un jour à l'autre)</i>		
<b>LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976</b>		
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>		
356-S	<i>Relations Canado-Américaines</i> .....	14 h. 30
<i>Témoins: De l'Association des Importateurs canadiens: M. F. C. Sayers, président; M. K. G. Dixon, vice-président administratif; et M. M. Corlett, conseiller juridique.</i>		
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>		
256-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	À l'ajourne- ment du Sénat
<b>SANTÉ, BIEN-ÊTRE ET SCIENCES</b>		
356-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	À l'ajourne- ment du Sénat
<b>LE MERCREDI 3 NOVEMBRE 1976</b>		
<b>AGRICULTURE</b>		
263-S	<i>Réunion d'organisation</i> .....	10 h.
<b>LE JEUDI 4 NOVEMBRE 1976</b>		
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>		
356-S	<i>Relations Canado-Américaines</i> .....	9 h. 30

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 11

Le mardi 2 novembre 1976

Huit heures du soir

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Argue,	Choquette,	Fournier	Langlois,	Paterson,
Asselin,	Cook,	(Madawaska	Lapointe,	Perrault,
Austin,	Côté,	Restigouche),	Macdonald,	Petten,
Beaubien,	Croll,	Godfrey,	Macnaughton,	Quart,
Bélisle,	Denis,	Goldenberg,	McElman,	Riel,
Bell,	Deschatelets,	Graham,	McGrand,	Robichaud,
Benidickson,	Desruisseaux,	Grosart,	McIlraith,	Rowe,
Bonnell,	Eudes,	Haig,	McNamara,	Smith
Bourget,	Flynn,	Hayden,	Michaud,	(Colchester),
Buckwold,	Forsey,	Hays,	Molgat,	Sparrow,
Burchill,	Fournier	Inman,	Molson,	Stanbury,
Cameron,	(de Lanaudière),	Lafond,	Neiman,	van Roggen,
Carter,		Laird,	Norrie,	Walker,
		Lang,		Zuzyk.

## PRIÈRE.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message conçu dans les termes suivants:

Le LUNDI 1<sup>er</sup> novembre 1976

*Il est ordonné*,—Qu'un message soit transmis au Sénat pour informer Leurs Honneurs que le nom de Monsieur Goodale a été substitué à celui de Monsieur Blais sur la liste des membres du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

## ATTESTÉ

*Le Greffier de la Chambre des communes*  
ALISTAIR FRASER

Ordonné: Que le message soit déposé sur le bureau.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message conçu dans les termes suivants:

Le LUNDI 1<sup>er</sup> novembre 1976

*Il est ordonné*,—Qu'un message soit transmis au Sénat pour informer Leurs Honneurs que le nom de Monsieur Prud'homme a été substitué à celui de Monsieur Roberts sur la liste des membres du Comité mixte permanent du restaurant du Parlement.

## ATTESTÉ

*Le Greffier de la Chambre des communes*  
ALISTAIR FRASER

Ordonné: Que le message soit déposé sur le bureau.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Avis de motion des voies et moyens afin de modifier la *Loi sur la taxe d'accise*, le 28 octobre 1976, émise par le ministère des Finances.

Déclaration révisée en 1976-77 sur le programme de vaccination antigrippale par le Comité consultatif national des agents immunisants, en date du 26 octobre 1976, émise par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Rapport de la Compagnie des jeunes canadiens pour les années financières 1974-75 et 1975-76, ainsi que les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 25 de la *Loi sur la Compagnie des jeunes canadiens*, chapitre C-26, S.R.C., 1970.

Rapport sur les mesures prises en vertu du *Code canadien du travail*, Partie V (Relations industrielles) pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 170 dudit Code, chapitre L-1, S.R.C., 1970.

Rapport de la mise en application de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger* pour l'année financière close le 31

mars 1976, conformément à l'article 30 de ladite loi, chapitre 46, Statuts du Canada, 1973-74.

Copies d'un document relatif à l'adjonction du café à la liste de contrôle des importations, émis par le ministère de l'Industrie et du Commerce, conformément à l'article 5 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, chapitre E-17, telle que modifiée par l'article 3 du chapitre 29 (2<sup>e</sup> Supplément), S.R.C., 1970.

Rapport du Secrétariat d'État du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 6 de la *Loi sur le secrétariat d'État*, chapitre S-15, S.R.C., 1970.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'étude du discours du Trône que son Excellence le Gouverneur général a prononcé lors de l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Lucier, appuyé par l'honorable sénateur Barrow.

Que l'Adresse dont le texte suit soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, à qui a été décerné la Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

## QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après plus ample débat,  
La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que l'adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par l'honorable Président.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Hayden propose, appuyé par l'honorable sénateur Bourget, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à étudier le document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», déposé au Sénat le jeudi 21 octobre 1976, et la teneur de tout bill ou toute autre question qui s'y rattachent avant qu'un tel bill ou question soient soumis au Sénat, et

Que le Comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir besoin aux fins dudit examen.

Après débat,

L'honorable sénateur Flynn, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Asselin, C.P., que la suite du débat sur la motion soit renvoyée à la prochaine séance du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Bourget, C.P.,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.



# Ordre des travaux

Le mercredi 3 novembre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

Ordre du jour

Le mercredi 3 novembre 1976

No. 1

3 novembre—Reprise du débat sur la motion de l'opposition présentée par l'honorable sénateur Douglas.

Que le Comité sénatorial procède à l'examen de la motion de l'opposition présentée par l'honorable sénateur Douglas, en ce qui concerne la proposition de loi C-100, déposée le 27 octobre 1976, et que le Comité sénatorial procède à l'examen de la motion de l'opposition présentée par l'honorable sénateur Douglas, en ce qui concerne la proposition de loi C-100, déposée le 27 octobre 1976, et que le Comité sénatorial procède à l'examen de la motion de l'opposition présentée par l'honorable sénateur Douglas, en ce qui concerne la proposition de loi C-100, déposée le 27 octobre 1976.

# Ordre du jour

Le mercredi 3 novembre 1976

## No. 1.

2 novembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Hayden, appuyé par l'honorable sénateur Bourget, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à étudier le document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», déposé au Sénat le jeudi le 21 octobre 1976, et la teneur de tout bill ou toute autre question qui s'y rattachent avant qu'un tel bill ou question soient soumis au Sénat, et

Que le Comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir

besoin aux fins dudit examen.—(*L'honorable sénateur Flynn, C.P.*)

## No. 2.

20 octobre—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.—(*L'honorable sénateur Carter*).

### CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	<i>(Sous réserve de modifications, d'un jour à l'autre)</i>	
	LE MERCREDI 3 NOVEMBRE 1976	
	AGRICULTURE	
263-S	Réunion d'organisation .....	10 h.
	RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES (MIXTE PERMANENT)	
112-N	Réunion d'organisation .....	15 h. 30

### Procès-Verbal du Sénat

N. 2.

Le mercredi 3 novembre 1976

Deux heures de l'après-midi

L'honorable RENAULT D'AMBOISE

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

- |             |                    |           |          |
|-------------|--------------------|-----------|----------|
| Aspin,      | Côté,              | Leclerc,  | Malouin, |
| Aspin,      | Côté,              | Leclerc,  | Malouin, |
| Austin,     | Dalry,             | Levesque, | McGee,   |
| Bourgeois,  | Denis,             | Levesque, | McGee,   |
| Bélisle,    | Deschâtelets,      | Levesque, | McGee,   |
| Bell,       | Desrochers,        | Levesque, | McGee,   |
| Bondickson, | Eudes,             | Levesque, | McGee,   |
| Bonnel,     | Finn,              | Levesque, | McGee,   |
| Bourget,    | Forsy,             | Levesque, | McGee,   |
| Buckley,    | Fournier,          | Levesque, | McGee,   |
| Burchill,   | (de l'opposition), | Levesque, | McGee,   |
| Camoron,    | Fournier,          | Levesque, | McGee,   |
| Carter,     | (Madawaska),       | Levesque, | McGee,   |
| Choquette,  | (Antigonish),      | Levesque, | McGee,   |
| Cook,       |                    | Levesque, | McGee,   |

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





25 Elizabeth II  
A.D. 1976  
Canada

# Procès-Verbaux du Sénat

N° 12

Le mercredi 3 novembre 1976

*Deux heures de l'après-midi*

L'honorable RENAUDE LAPOINTE, Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Argue,	Côté,	Godfrey,
Asselin,	Croll,	Goldenberg,
Austin,	Davey,	Graham,
Beaubien,	Denis,	Greene,
Bélisle,	Deschatelets,	Grosart,
Bell,	Desruisseaux,	Haig,
Benidickson,	Eudes,	Hastings,
Bonnell,	Flynn,	Hayden,
Bourget,	Forsey,	Hays,
Buckwold,	Fournier	Hicks,
Burchill,	(de Lanaudière),	Inman,
Cameron,	Fournier	Lafond,
Carter,	(Madawaska	Laird,
Choquette,	Restigouche),	Lamontagne,
Cook,		

Lang,	Norrie,
Langlois,	Perrault,
Lapointe,	Petten,
Macdonald,	Phillips,
Macnaughton,	Quart,
McDonald,	Riel,
McElman,	Robichaud,
McGrand,	Rowe,
McIlraith,	Smith
McNamara,	(Colchester),
Michaud,	Sparrow,
Molgat,	van Roggen,
Molson,	Walker,
Neiman,	Yuzyk.

## PRIÈRE.

L'honorable sénateur Perrault, C.P., dépose sur le bureau ce qui suit:

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu*, en date du 2 novembre 1976, émis par le ministère des Finances.

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu, en date du 2 novembre 1976, émis par le ministère des Finances.

Rapport du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour l'année financière close le 31 mars 1976, conformément à l'article 5 de la *Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources*, chapitre E-6, S.R.C., 1970.

Rapport de la Commission des grains du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1975, conformément à l'article 14 de la *Loi sur les grains du Canada*, chapitre 7, Statuts du Canada, 1970-71-72.

L'honorable sénateur van Roggen, du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, dépose le rapport suivant:

Le MERCREDI 3 novembre 1976

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, autorisé par le Sénat le 6 novembre 1974, à étudier les relations du Canada avec les États-Unis, rapporte, conformément à l'article 84 du Règlement, que les dépenses engagées par le Comité à l'égard de ladite étude pendant la 1<sup>re</sup> session de la 30<sup>e</sup> Législature, sont les suivantes:

Transport et communications	\$ 258.51
Services professionnels et spéciaux	36,364.07
Autres dépenses	43.50
	<u>\$36,666.17</u>

Comptes à payer \$ 525.00

Respectueusement soumis,

*Le président,*  
GEORGE C. van ROGGEN.

L'honorable sénateur Sparrow pour l'honorable sénateur Everett, du Comité sénatorial permanent des finances nationales, dépose le rapport suivant:

Le MERCREDI 3 novembre 1976

Le Comité sénatorial permanent des finances nationales, autorisé par le Sénat le 5 décembre 1974, à engager des dépenses spéciales aux fins d'examiner les mesures législatives

et autres questions qui lui seront déferées, rapporte, conformément à l'article 84 du Règlement, que les dépenses engagées par le Comité à l'égard de ladite étude pendant la 1<sup>re</sup> session de la 30<sup>e</sup> Législature, sont les suivantes:

Services professionnels et spéciaux	\$90,588.40
Autres dépenses	2,985.54
	<u>\$93,573.94</u>

Respectueusement soumis,

*Le vice-président,*  
H. SPARROW  
pour  
*Le président,*  
D. D. EVERETT.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Hayden, appuyé par l'honorable sénateur Bourget, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à étudier le document intitulé: «Faits saillants du Livre blanc sur la législation bancaire canadienne, août 1976», déposé au Sénat le jeudi 21 octobre 1976, et la teneur de tout bill ou toute autre question qui s'y rattachent avant qu'un tel bill ou question soient soumis au Sénat, et

Que le Comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir besoin aux fins dudit examen.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Everett attirant l'attention du Sénat sur le rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, constitué à la dernière session du Parlement et autorisé pendant cette session à examiner en détail les prévisions budgétaires de la division de la Main-d'œuvre du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, déposé au Sénat le mardi 19 octobre 1976.

Débat terminé.

*Avec permission,*  
*Le Sénat se reporte aux Avis de motions.*

Avec la permission du Sénat,  
L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Perrault, C.P.,

Que, lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi le 16 novembre 1976, à huit heures du soir.

Après débat,  
La motion, mise aux voix, est adoptée.

*Avec permission,  
Le Sénat se reporte aux Rapports des comités.*

L'honorable sénateur Forsey du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur les règlements et autres textes réglementaires, présente son premier rapport, comme suit:

Le MERDREDI 3 novembre 1976

Le Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires du Sénat et de la Chambre des communes présente son premier rapport, comme il suit:

Votre Comité recommande que son quorum soit fixé à sept (7) membres, à condition que les deux Chambres soient représentées, chaque fois que doit se tenir un vote, s'adopter une résolution ou se prendre une autre décision et que les coprésidents soient autorisés à tenir des réunions et recevoir des témoignages, pourvu que, cinq (5) membres soient présents, à condition que les deux Chambres soient représentées.

Que le Comité soit autorisé à retenir les services des experts, sténographes et commis dont il aura besoin; et

Votre Comité recommande aussi que le Comité soit autorisé à siéger durant les ajournements du Sénat.

Respectueusement soumis,

*Le coprésident,  
EUGENE A. FORSEY.*

Avec la permission du Sénat,  
L'honorable sénateur Forsey propose, appuyé par l'honorable sénateur McNamara que le rapport soit adopté maintenant.

Après débat,  
La motion, mise aux voix, est adoptée.

*Avec permission,  
Le Sénat se reporte aux Avis de motions.*

L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten,

Que le Comité permanent de la régie intérieure, des budgets et de l'administration et le Comité sénatorial permanent des finances nationales, soient autorisés à siéger durant les ajournements du Sénat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Perrault, C.P. propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.  
La motion, mise aux voix, est adoptée.



CONVOCACTION DES COMITÉS

# Ordre des travaux

Le mardi 16 novembre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

Comité	Heure
LE MARDI 9 NOVEMBRE 1976	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
	11 h 30
LE MARDI 16 NOVEMBRE 1976	
FINANCES NATIONALES	
112-N	11 h 30
28-S	12 h
LE MARDI 16 NOVEMBRE 1976	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
128-S	14 h 30

# Ordre du jour

Le mardi 16 novembre 1976

Ordre des travaux

Le mardi 16 novembre 1976

1. Présentation des pétitions.
2. Lecture des pétitions.
3. Rapports des comités.
4. Avis d'interpellations.
5. Avis de motions.
6. Période de questions.
7. Ordre du jour.
8. Interpellations.
9. Motions.

## CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	(Sous réserve de modifications, d'un jour à l'autre)	
	LE JEUDI 4 NOVEMBRE 1976	
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
356-S	<i>Relations Canado-Américaines</i> ..... <i>Témoin:</i> M. R. D. Southern, Président et administrateur-en-chef, ATCO Industries Limited, Calgary, Alberta.	9 h. 30
	RÉGIE INTÉRIEURE, BUDGETS ET ADMINISTRATION	
260-N	( <i>À huis clos</i> ) .....	11 h.
	LE MARDI 9 NOVEMBRE 1976	
	RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES (MIXTE)	
112-N	<i>Examen des textes réglementaires; Étude des DORS</i> .....	9 h. 30
	FINANCES NATIONALES	
256-S	<i>L'étude du programme du logement du ministère des travaux publics</i> .....	10 h. et 14 h.
	<i>Témoins: Du Ministère des travaux publics:</i> M. J. B. Williams, Sous-ministre; et M. R. J. Fournier, Directeur général des finances. L'Honorable Judd Buchanan, Ministre.	10 h. 14 h.
	LE MARDI 16 NOVEMBRE 1976	
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
356-S	<i>Relations Canado-Américaines</i> ..... <i>Témoin:</i> M. Roy T. Cottier, Vice président, «Northern Telecom Ltd.» Montréal.	14 h. 30



